

CONSEIL COMMUNAL DU 4 JUIN 2012
GEMEENTERAAD VAN 4 JUNI 2012

REGISTRE - REGISTER

Présents Aanwezig	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ; Didier van Eyll, <i>1er Échevin(e)/1e Schepen</i> ; Françoise Bertieaux, Marie-Rose Geuten, Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Rachid Madrane, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Stéphane Van Vaerenbergh, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Jean Laurent, Rik Jellema, Ahmed M'Rabet, Marie-Pascale Minet, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Patrick Cuisinier, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Viviane Scholliers, Catherine Prick, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel, Jean-Claude Prick, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés Verontschuldigd	Patrick Lenaers, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ; Eliane Paulissen-De Meulemeester, Gisèle Mandaila, Sandrine Es, Charles de Bergeyck, Jean-Claude Bilquin, Colette Njomgang, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:20
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:20

Madame Chantal HOORNAERT vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.

Mevrouw Chantal HOORNAERT wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence du point 15 de la séance publique est adoptée par 23 votes positifs, 0 vote négatif et 3 abstentions.

De urgentie van de punt 15 van de openbare zitting wordt met 23 ja-stemmen, 0 neen-stemmen en 3 onthoudingen aangenomen.

Ont voté oui/ Hebben ja gestemd.

Vincent De Wolf, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter*, Françoise Bertieaux, Marie-Rose Geuten, Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Rachid Madrane, *Échevin(e)s/Schepenen*;
Stéphane Van Vaerenbergh, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Jean Laurent, Rik Jellema, Ahmed M'Rabet, Marie-Pascale Minet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Patrick Cuisinier, Chantal Hoornaert, Catherine Prick, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel, Jean-Claude Prick, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Se sont abstenus/ Hebben zich onthouden.

André du Bus de Warnaffe, Corinne De Henau-Mikolajczak, Viviane Scholliers.

04.06.2012/A/001 **Secrétariat - Locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du square Dr. Jean Joly - Convention de prêt à usage avec l'a.s.b.l. ATOLL.**
Secretariaat - Lokalen van het gewezen medisch-chirurgisch instituut van het Dr. Jean Jolyplein - Bruikleningsovereenkomst met de v.z.w. ATOLL.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 28.11.2011 par laquelle était octroyée à l'a.s.b.l. "ATOLL" la jouissance des locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du Square Jean Joly, selon les modalités d'un prêt à usage;

Considérant que cette convention avait été conclue pour une période de un an prenant fin de plein droit le 30.06.2012 sans qu'aucune tacite reconduction ne puisse être invoquée;

Considérant que rien ne s'oppose à ce qu'une nouvelle convention de prêt à usage pour les mêmes locaux ne soit conclue;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE à l'unanimité des voix

D'octroyer à l'a.s.b.l. "ATOLL" la jouissance des locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du Square Jean Joly, selon les modalités de prêt à usage précisées en annexe.

CONVENTION DE PRÊT A USAGE

ENTRE,

1. la Commune d'Etterbeek, propriétaire, ayant son siège avenue d'Auderghem 115/117 à 1040 BRUXELLES (gérance : Service des travaux publics représentée par :

Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal.

dénommée ci-après " la Commune "

et ,

2. le Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.) d'Etterbeek, utilisateur principal, ayant son siège Square Jean Joly, 2 à 1040 BRUXELLES, représenté par Monsieur Jean LAURENT, Président du C.P.A.S et par Monsieur Gino ROOSDANS, Secrétaire, dénommé ci-après " le C.P.A.S. ".

d'une part,

ET

l'a.s.b.l. ATOLL, ayant son siège avenue Van Becelaere 146 à 1170 BRUXELLES représentée par :

Monsieur Patrick FIRKET, Président, et Madame Martine DEPREZ, Coordinatrice, dénommée ci-après " Atoll "

d'autre part

PRELIMINAIRE

Dans le cadre de la politique en faveur du bien-être des personnes du 3^{ème} âge, le C.P.A.S. a fait exécuter des travaux d'aménagement dans les anciens locaux de chirurgie de la polyclinique du Square J.

Joly en vue de fournir, sous la forme d'un prêt à usage au commodat (art. 1875 à 1891 du code civil), un lieu permettant l'accueil en journée par Atoll de personnes âgées. Cette initiative est soutenue par les pouvoirs publics etterbeekoïses parce qu'elle est à la fois une alternative au placement des personnes âgées en institutions mais également un moyen de lutte contre la solitude que vivent de nombreux seniors à domicile.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La Commune et le C.P.A.S. concèdent à titre gratuit à Atoll l'usage et la jouissance des locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du square J. Joly, pour un terme probatoire d'un an prenant cours le 1^{er} juillet 2012 pour se terminer de plein droit le 30 juin 2013 sans qu'aucune tacite reconduction ne puisse être invoquée.

Trois mois avant l'échéance, à l'initiative du C.P.A.S., une réunion entre ce dernier et la Commune, d'une part et Atoll d'autre part, se tiendra en vue d'examiner et de discuter les résultats de l'expérience entreprise. Selon les résultats obtenus et l'état des lieux mis à disposition, la Commune et le C.P.A.S. décideront souverainement soit de la proposition du renouvellement du prêt à usage pour une durée déterminée, soit du maintien de son échéance au 30 juin 2013.

La Commune et le C.P.A.S. pourront résilier de façon anticipative la convention, sans indemnité quelconque, moyennant un préavis de trois mois.

Dans l'hypothèse où un projet de réaménagement immobilier impliquant le bâtiment dans lequel se trouvent les services de l'A.S.B.L. venait à être adopté, la Commune pourra, en dérogation aux alinéas précédents, résilier de façon anticipative la convention, sans indemnité quelconque, moyennant un préavis de deux mois, et sans aucune obligation de fourniture de nouveaux locaux. Ce préavis débutera le premier lundi qui suivra l'expédition du courrier recommandé notifiant ledit préavis.

Article 2

Dans l'hypothèse où elle subirait un événement de force majeure, comme une perte totale ou prépondérante des subsides dont elle bénéficie, Atoll pourra, en dérogation à l'article 1^{er}, résilier de façon anticipative la convention, sans indemnité quelconque, moyennant un préavis de deux mois.

Ce préavis débutera le premier jour du mois qui suivra l'expédition du courrier recommandé notifiant ledit préavis.

Article 3

La Commune et le C.P.A.S. auront le droit de visiter les locaux dans leur entièreté pendant toute la durée de la convention, moyennant rendez-vous. Au cas où le Service des travaux, assumant la gérance administrative de l'immeuble, constaterait soit des problèmes touchant à l'hygiène, soit des dégradations importantes, elle en avisera immédiatement Atoll qui prendra les mesures pour y remédier.

Article 4

L'accueil des personnes âgées ne pourra être assuré que durant les

heures d'ouverture du C.P.A.S. soit du lundi au vendredi non fériés de 7h30 à 17h 45. En cas de fermeture exceptionnelle du C.P.A.S. (jours de congés administratifs, fermetures anticipées de services la veille de certaines fêtes,...), des dispositions pragmatiques seront adoptées afin de permettre à l'a.s.b.l. Atoll de respecter des heures d'ouverture.

Article 5

Les parties conviennent que les dispositions du code civil régissant l'entretien de la chose prêtée et les réparations dans le cadre du bail à loyer sont d'application.

Article 6

6.1 Atoll supportera les frais de consommation d'eau et d'électricité selon les forfaits suivants

- eau : 20,00 EUR par mois

- électricité : 35,00 EUR par mois

Total des charges forfaitaires= 55,00 EUR par mois

6.2 Atoll supportera les frais de gaz de chauffage en versant au C.P.A.S. une provision de 100,00 EUR par mois.

6.3 Outre les forfaits et provision pour consommations, Atoll s'engage à verser mensuellement au C.P.A.S. un montant de 125,00 EUR représentant sa contribution dans les frais de rénovation des locaux.

6.4 Atoll versera pour le cinquième jour de chaque mois les montants relatifs aux points 6.1 à 6.3, soit 280,00 EUR, au compte n° 000-0090715-20 du C.P.A.S.

Article 7

Atoll signalera immédiatement à la Commune et au C.P.A.S. tout accident dont ces derniers pourraient être rendus responsables. Atoll en fera autant pour les dégâts au gros œuvre de l'immeuble, dont la réparation incombe à la Commune. A défaut, Atoll engagera sa responsabilité.

Atoll devra tolérer les travaux de grosses réparations, mis à charge du propriétaire, même s'ils durent plus de 40 jours.

Atoll préservera les installations des effets du gel et veillera à ce que les appareils sanitaires, tuyaux et égouts ne soient pas obstrués du fait des occupants.

Atoll ne pourra faire usage ni du toit de l'immeuble ni de la façade, soit pour y installer une antenne, soit d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que soit, sauf autorisation expresse et écrite du propriétaire.

La Commune et le C.P.A.S. ne seront pas responsables des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions d'eau, de gaz et d'électricité.

Article 8

Un état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement par les deux parties avant la remise des clefs.

En cas de résiliation anticipée de la convention ou préalablement à la réunion conjointe prévue à l'article 1er de la présente convention, un état des lieux de récolement sera établi. Ledit état des lieux permettra à la Commune et au C.P.A.S. de décider du renouvellement du prêt à usage pour une durée déterminée ou de son échéance au terme convenu.

Qu'il y ait renouvellement ou échéance, les dégradations et les défauts d'entretien constatés dans l'état des lieux seront réparés

par Atoll.

Article 9

Les lieux ne pourront être modifiés qu'avec l'accord de la Commune. Sauf convention contraire, les modifications seront acquises à cette dernière sans indemnité.

A défaut d'accord, la commune pourra les reprendre à son compte sans indemnisation ou exiger que les lieux soient remis sans délai dans leur état initial.

Article 10

Atoll ne pourra déranger les voisins par diffusion de bruits anormaux occasionnant des troubles de voisinage.

Atoll ne pourra jamais détenir dans les lieux loués aucune marchandise susceptible de répandre des mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou susceptible de présenter un danger quelconque.

En matière de collecte d'immondices, Atoll se conformera scrupuleusement aux règlements élaborés par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune.

Atoll s'engage à faire effectuer le nettoyage du couloir et du vitrage compris entre le couloir central du C.P.A.S. et l'entrée de ses locaux. Il est expressément convenu que l'entretien du jardin incombera à Atoll.

Article 11

Lors de la cessation de la présente convention, Atoll rendra les locaux libres de tout mobilier ou objets entreposés. Atoll présentera les lieux dans un état de propreté satisfaisant à défaut de quoi, les frais d'enlèvement, de nettoyage ou même de désinfection lui seront réclamés.

Article 12

Atoll s'engage à souscrire auprès d'Ethias, une police d'assurance type intégrale incendie garantissant les meubles. Les risques suivants doivent être couverts :

- incendie et périls accessoires, frais de démolition et d'évacuation :
- dégâts des eaux, bris de vitrage
- assurance vol du contenu
- responsabilité des tiers.

Préalablement à la remise des clefs, Atoll remettra au Service des travaux Publics de la commune un certificat de couverture provisoire pour les différents risques mentionnés ci-dessus.

Une copie du contrat définitif d'assurance sera transmise au même service de la Commune, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du prêt à usage.

Dressé à Etterbeek, le 2012, en quatre exemplaires, dont un est remis à l'a.s.b.l. Atoll, un au C.P.A.S. et deux sont destinés à la Commune qui fera procéder à l'enregistrement de la présente convention.

Le présent contrat de prêt à usage est conclu sous réserve de son approbation par le Collège des Bourgmestres et Echevins, le Conseil communal, le Bureau Permanent du C.P.A.S., le Conseil de l'Action Sociale et les autorités de tutelle.

Pour la Commune d'Etterbeek,
Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

Pour le C.P.A.S.
Le Secrétaire,

Le Président,

Gino ROOSENDANS

Jean LAURENT

Pour l'a.s.b.l. Atoll
La Coordinatrice,

Le Président,

Martine DEPREZ

Patrick FIRKET

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.11.2011 waardoor aan de vzw "Atoll", het vruchtgebruik toegekend werd van de oude lokalen van het operatiekwartier van de polikliniek van het Dokter Jean Jollyplein en dit volgens de modaliteiten van een bruikleenovereenkomst;

Overwegende dat deze overeenkomst afgesloten werd voor een periode van één jaar eindigend van rechtwege op 30.06.2012 zonder dat er een stilzwijgende verlenging ingeroepen kan worden;

Overwegende dat er zich niets verzet tegen het afsluiten van een nieuwe bruikleenovereenkomst voor dezelfde lokalen ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST met éénparigheid van stemmen

Aan de vzw « ATOLL » het vruchtgebruik toe te kennen van de oude lokalen van het operatiekwartier van de polikliniek van het Dokter Jean Jollyplein, volgens de modaliteiten van een bruikleenovereenkomst, in bijlage verduidelijkt.

BRUIKLEENOVEREENKOMST

TUSSEN

1.de gemeente Etterbeek, eigenaar, met zetel in de Oudergemlaan 115/117 in 1040 Brussel (beheer: dienst Openbare werken), vertegenwoordigd door:

de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en de heer Christian Debaty, gemeentesecretaris, hierna 'de gemeente' genoemd, en

2.het Openbaar Centrum van Maatschappelijk Welzijn (OCMW) van Etterbeek, hoofdgebruiker, met zetel op het Jean Jollyplein 2 in 1040 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jean Laurent, voorzitter van

het OCMW en door de heer Gino Roosendans, secretaris, hierna het 'OCMW' genoemd,
enerzijds
EN
de vzw ATOLL, met zetel in de Van Becelaerelaan 146 in 1170
Brussel, vertegenwoordigd door de heer Patrick Firket, voorzitter en
mevrouw Martine Deprez, coördinatrice, hierna 'Atoll' genoemd,
anderzijds

VOORAFGAANDE

In het kader van het welzijnsbeleid ten behoeve van personen van de derde leeftijd heeft het OCMW herinrichtingswerken laten uitvoeren in de oude operatiekwartieren van de polykliniek van het Dokter Jean Jolyplein om middels een bruikleenovereenkomst (art. 1875 tot 1891 van het Burgerlijk Wetboek), een pand ter beschikking te stellen voor de dagopvang van ouderen door Atoll. Dit initiatief wordt ondersteund door de Etterbeekse openbare overheden omdat het tegelijk een alternatief biedt voor de plaatsing van ouderen in instellingen en een middel vormt om de strijd aan te binden tegen het eenzame bestaan van vele thuiswonende senioren.

wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1

De gemeente en het OCMW bieden Atoll kosteloos gebruik en genot van de lokalen van het oude operatiekwartier van de polykliniek van het J. Jolyplein, voor een proefperiode van een jaar, met ingang op 1 juli 2012, die van rechtswege afloopt op 30 juni 2013 zonder dat men een stilzwijgende verlenging kan inroepen. Drie maanden voor het verstrijken van de periode wordt op initiatief van het OCMW een vergadering belegd tussen enerzijds het OCMW en de gemeente, en anderzijds de vzw Atoll, om de resultaten van het experiment te onderzoeken en te bespreken. Afhankelijk van de resultaten die eruit voortkomen en de staat van het ter beschikking gestelde pand, beslissen de gemeente en het OCMW soeverein, hetzij om de bruikleenovereenkomst te verlengen voor een bepaalde duur, hetzij om ze te laten aflopen op 30 juni 2013.

De gemeente en het OCMW kunnen de overeenkomst vooraf opzeggen mits een vooropzeg van drie maanden, zonder een schadevergoeding te moeten betalen.

Indien er een bouwproject goedgekeurd wordt waarbij het gebouw waarin de diensten van de vzw ondergebracht zijn, betrokken is, kan de gemeente de overeenkomst vroegtijdig opzeggen in afwijking op de voorgaande leden, zonder betaling van enige schadevergoeding, en zonder enige verplichting om in nieuwe lokalen te voorzien. Deze vooropzeg begint op de eerste maandag na de verzending van de aangetekende brief die deze opzeg betekent.

Artikel 2

Indien zij een geval van overmacht ondergaat, zoals een totaal of overwegend verlies van de subsidies die ze ontvangt, kan Atoll in afwijking op artikel 1 de overeenkomst vroegtijdig opzeggen mits een vooropzeg van twee maanden, zonder enige schadevergoeding te betalen.

Deze vooropzeg begint op de eerste maandag die volgt op de verzending van de aangetekende brief die deze opzeg betekent.

Artikel 3

De gemeente en het OCMW hebben het recht om op afspraak de volledige lokalen te bezoeken tijdens de hele looptijd van de overeenkomst. In het geval dat de dienst Openbare Werken, die instaat voor het administratieve beheer van het gebouw, problemen met de hygiëne of aanzienlijke beschadigingen vaststelt, verwittigt hij onmiddellijk Atoll, die de nodige maatregelen treft om deze problemen op te lossen.

Artikel 4

Er mag enkel in opvang voorzien worden voor senioren tijdens de openingsuren van het OCMW, op werkdagen van maandag t/m vrijdag van 7.30 u. tot 17.45 u. In geval dat het OCMW uitzonderlijk gesloten is (administratieve verlofdagen, vervroegde sluiting van diensten op de dag voor bepaalde feestdagen), worden er pragmatische maatregelen genomen opdat de vzw Atoll deze openingsuren kan naleven.

Artikel 5

De partijen komen overeen dat de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek die het onderhoud van het geleende goed en de herstellingen in het kader van de huurovereenkomst regelen, van toepassing zijn.

Artikel 6

6.1 Atoll neemt de kosten voor het verbruik van water en elektriciteit voor haar rekening en betaalt de volgende forfaitaire bedragen:

- water: 20,00 EUR per maand

- elektriciteit: 35,00 EUR per maand

Totaal van de vaste kosten = 55,00 EUR per maand

6.2 Atoll staat in voor de betaling van de gaskosten door

aan het OCMW een voorschot te storten van 100.00 EUR per maand.

6.3 Naast de vaste kosten en het voorschot voor het

verbruik verbindt Atoll zich ertoe maandelijks een bedrag van 125,00 EUR te storten aan het OCMW als bijdrage in de renovatiekosten van de lokalen.

6.4 Atoll stort tegen de vijfde dag van elke maand de

bedragen vermeld in punten 6.1 tot 6.3, die neerkomen

opeen totaal van 280,00 EUR, op rekeningnummer

000-0090715-20 van het OCMW.

Artikel 7

Atoll brengt onmiddellijk de gemeente en het OCMW op de hoogte van elk ongeval waarvoor deze laatsten aansprakelijk gesteld kunnen worden. Atoll zal hetzelfde doen bij schade aan de ruwbouw van het pand, waarvan de herstelling ten laste is van de gemeente. Indien Atoll dit nalaat, is zij zelf aansprakelijk.

Atoll moet grote herstellingswerken ten laste van de eigenaar toestaan, zelfs als ze langer dan 40 dagen duren.

Atoll beschermt de installaties tegen de gevolgen van vrieskoude en waakt erover dat de sanitaire toestellen, buizen en riolen niet

verstopt worden door toedoen van de gebruikers.

Atoll mag het dak en de gevel van het gebouw niet gebruiken om er antennes te installeren of in het algemeen om er om het even wat te bevestigen, behalve met uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de eigenaar.

De gemeente en het OCMW zijn niet aansprakelijk voor ongemakken of schade die veroorzaakt worden door de water- gas- en elektriciteitsdistributie.

Artikel 8

Bij het betrekken van de lokalen werd door de twee partijen een plaatsbeschrijving opgesteld op tegenspraak voor de overhandiging van de sleutels. Er wordt een plaatsbeschrijving bij het verlaten van de gebouwen indien de overeenkomst vroegtijdig opgezegd wordt, of voorafgaand aan de gezamenlijke vergadering vermeld in artikel 1 van deze overeenkomst. Op basis van deze plaatsbeschrijving kunnen de gemeente en het OCMW beslissen om de bruikleenovereenkomst voor een bepaalde duur te verlengen of om ze te beëindigen na de afgesproken termijn.

Atoll neemt de herstelling van beschadigingen en de vastgestelde onderhoudsgebreken voor haar rekening, ongeacht of de overeenkomst verlengd wordt of afloopt.

Artikel 9

Het pand mag enkel gewijzigd worden met de toestemming van de gemeente. Tenzij anders overeengekomen worden deze wijzigingen verworven zonder schadevergoeding.

Indien er geen akkoord bereikt wordt, kan de gemeente de wijzigingen overnemen zonder schadevergoeding te betalen of eisen dat het onverwijld in de aanvankelijke staat hersteld wordt.

Artikel 10

Atoll mag de burelen niet hinderen door abnormale geluiden te verspreiden die de buurt kunnen verstoren.

Atoll mag in het gehuurde pand geen waren opslaan die geurhinder kunnen veroorzaken in het gebouw of in de buurt, of die een gevaar zouden kunnen inhouden.

Inzake ophaling van vuilnis zal Atoll de reglementen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente nauwgezet naleven. Atoll verbindt zich ertoe om de gang en de ramen tussen de middengang van het OCMW en de ingang van haar lokalen te laten schoonmaken. Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat Atoll instaat voor het onderhoud van de tuin.

Artikel 11

Bij de beëindiging van deze overeenkomst verwijdert Atoll alle meubilair en opgeslagen voorwerpen uit de lokalen. Atoll geeft het pand terug in een voldoende propere staat, zo niet worden de kosten voor de ophaling, de schoonmaak of de ontsmetting op haar verhaald.

Artikel 12

Atoll verbindt zich ertoe om bij Ethias een verzekeringspolis af te sluiten van het type 'omnium brand' dat de inboedel dekt.

De volgende risico's moeten gedekt worden:

-brand en bijkomende gevaren, sloop- en ontruimingskosten

-waterschade, glasbreuk
-diefstal inhoud
-aansprakelijk tegenover derden.

Voordat de sleutels overhandigd worden overhandigt Atoll aan de dienst Openbare Werken een attest van voorlopige dekking voor de verschillende bovenvermelde risico's.

Een kopie van de definitieve verzekeringspolis wordt bezorgd aan dezelfde gemeentedienst, binnen de dertig dagen nadat de bruikleenovereenkomst ingaat.

Opgesteld in Etterbeek in 2012, in vier exemplaren, waarvan een overhandigd wordt aan de vzw Atoll, een aan het OCMW en twee bestemd zijn voor de gemeente, die deze overeenkomst laat registreren.

Deze bruikleenovereenkomst wordt gesloten onder voorbehoud van goedkeuring door het college van burgemeester en schepenen, de gemeenteraad, het permanent bureau van het OCMW, de OCWM-raad en de toezichhoudende overheid.

Namens de gemeente Etterbeek,
Secretaris,

Christian DEBATY

Burgemeester,

Vincent DE WOLF

Namens het OCMW
Secretaris

Gino ROOSDANS

Voorzitter

Jean LAURENT

Namens vzw Atoll
Coördinatrice,

Martine DEPREZ

Voorzitter,

Patrick FIRKET

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/002 **Conseil communal - Délégations et mandats - ETHIAS.**
Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - ETHIAS.

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 07.05.2007 désignant Mme Nicole DRICOT en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales d'ETHIAS;

Considérant qu'ETHIAS nous a communiqué que cette désignation n'était pas valable dans la mesure où Mme Nicole DRICOT était pensionnée;

Considérant que l'art. 6 des statuts stipule que la commune peut se faire représenter par un membre des organes responsables ou du personnel de l'administration;

Considérant qu'ETHIAS interprète cet article en ce sens que le membre du personnel doit être actif;

Considérant qu'il convient dès lors de choisir un nouveau représentant;

DESIGNE

M. Philippe DEMOL en qualité de représentant aux Assemblées générales d'ETHIAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 7 mei 2007 tot aanstelling van mevr. Nicole DRICOT als afgevaardigde van de gemeente Etterbeek op de algemene vergaderingen van ETHIAS;

overwegende dat Ethias ons meegedeeld heeft dat deze aanstelling niet geldig was omdat mevr. DRICOT gepensioneerd was;

overwegende dat art. 6 van de statuten bepaalt dat de gemeente zich kan laten afvaardigen door een lid van de verantwoordelijke instanties of een personeelslid van het gemeentebestuur;

overwegende dat volgens de wijze waarop Ethias dit artikel interpreteert, het personeelslid actief moet zijn;

overwegende dat het daarom wenselijk is om een nieuwe afgevaardigde te kiezen;

BENOEMT

dhr. Philippe DEMOL tot afgevaardigde op de algemene vergaderingen van ETHIAS.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/003 **Personnel communal - Arrêté organique pour le personnel administratif - Annexe III - Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades - Personnel administratif et Annexe IV - Canevas des programmes des examens - Niveau B1 : Examen de recrutement ou de promotion au grade de secrétaire administratif - Infonet - Modification. Gemeentepersoneel - Organiek besluit voor het administratief personeel - Bijlage III - Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden - Administratief personeel en Bijlage IV - Basistabel van de programma's van de examens - Niveau B1 : Aanwervings- of bevorderingsexamens tot de graad van administratief secretaris - Infonet - Wijziging.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire - enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 13 décembre 1999 (réf. 99.12.13/A/008) portant création d'un service communal dénommé « Infonet » et de deux emplois supplémentaires au Chapitre II - Des Cadres - I - Personnel administratif de l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique, soit : un emploi de secrétaire administratif (B) et un emploi d'assistant administratif (C) ;

Vu sa délibération du 27/02/2012 (réf. 005/27.02.2012/A/0003) portant modification de l'annexe I de l'arrêté organique pour le personnel administratif - Les cadres du personnel - niveaux A1/2/3 et B1/2/3 - Informatique ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de modifier l'annexe III - Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades - Personnel administratif et l'annexe IV - Canevas des programmes des examens - Niveau B1 : Examen de recrutement ou de promotion au grade de secrétaire administratif - Infonet ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De modifier, tel que repris en annexe :

- l'annexe III de l'arrêté organique pour le personnel administratif -
Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades –
Personnel administratif - Niveau B1 – secrétaire administratif
Infonet – colonnes III et V ;

- l'annexe IV – Canevas des programmes des examens - Niveau B1 :
Examen de recrutement ou de promotion au grade de secrétaire
administratif – Infonet.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-
Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M.
le Receveur communal et au service « Gestion des Ressources
Humaines ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref.: 26.05.97/A/002)
houdende wijziging van de organieke besluiten voor het
administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie
van Grondbeleid, het werklieden-, meesterschaps-, verzorgings-,
hulp-, buitenschools en niet-gesubsidieerd schoolpersoneel, met het
oog op de toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar
geworden door het schrijven van het ministerie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref.: 005-97/11749-iv) ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 13 december
1999 (ref.: 99.12.13/A/008) houdende schepping van een
gemeentedienst genoemd « Infonet » en van twee aanvullende
betrekkingen aan het Hoofdstuk II – De Kaders – I – Administratief
personeel van het organiek besluit voor het administratief en
technisch personeel, hetzij : een betrekking van administratief
secretaris (B) en een betrekking van administratief assistent (C) ;

gezien zijn beraadslaging van 27/02/2012 (ref.:
005/27.02.2012/A/0003) houdende wijziging van de bijlage I van het
organiek besluit voor het administratief personeel – De
personeelskaders - niveaus A1/2/3 en B1/2/3 – Informatica ;

overwegende dat het dus hoort de bijlage III – Tabel van de
toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden –
Administratief personeel en de bijlage IV – Basistabel van de
programma's van de examens - Niveau B1 : Aanwervings- of
bevorderingsexamens tot de graad van administratief secretaris –
Infonet, te wijzigen.

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging
onderhandeld werd met de representatieve vakorganisaties waarvan
het protocol in de bijlage opgenomen werd;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

te wijzigen zoals vermeld in de bijlage :

-bijlage III van het organiek besluit voor het administratief personeel - Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden – Administratief personeel - Niveau B1 - administratief secretaris - Infonet – kolommen III en V ;

-bijlage IV – Basistabel van de programma's van de examens - Niveau B1 : Aanwervings- of bevorderingsexamens tot de graad van administratief secretaris - Infonet.

Afschrift van deze beraadslaging zal verzonden worden naar de minister-president van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeenteontvanger en de personeelsdienst.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/004 **Immeuble sis 117 rue Beckers - Convention d'occupation précaire - Prolongation.**
Gebouw gelegen Beckerstraat 117 - Precaire bezettingsovereenkomst - Verlenging.

Le Conseil communal,

Revu la délibération du 27 mars 2006 par laquelle le Conseil Communal a marqué accord sur les termes de la convention d'occupation précaire à conclure entre la Commune et l'A.S.B.L. ETTERCITE pour l'immeuble sis 117 rue Beckers;

Revu la délibération du 26 janvier 2009 par laquelle le Conseil Communal a marqué accord sur la prolongation pour une période de 3 ans de ladite convention d'occupation précaire;

Attendu qu'il avait été décidé, en attendant la réalisation d'un projet de rénovation, de donner provisoirement une destination à l'immeuble, ce pour éviter le risque de dégradations en raison de la non occupation et non surveillance des lieux;

Attendu que l'affectation de l'immeuble au logement nécessiterait une rénovation lourde et complète de l'immeuble;

Attendu que vu les chantiers et projets en cours et vu les délais administratifs relativement importants, les travaux ne pourraient commencer avant au minimum 3 ans;

Attendu que l'A.S.B.L. ETTERCITE est toujours intéressée par l'occupation de l'immeuble qu'elle entretient en bon père de famille;

Vu l'article 232 de la loi communale;

DECIDE

De prolonger aux mêmes conditions la convention d'occupation précaire conclue entre la Commune et l'A.S.B.L. ETTERCITE pour

une période de 3 ans prenant cours le 1er février 2012 pour se terminer de plein droit le 31 janvier 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 27 maart 2006 waarbij de gemeenteraad de voorwaarden goedgekeurd heeft van de preciaire gebruiksovereenkomst die gesloten werd tussen de gemeente en de vzw ETTERCITE voor het gebouw in de Beckersstraat 117;

gelet op de beraadslaging van 26 januari 2009 waarbij de gemeenteraad zijn goedkeuring gegeven heeft voor de verlenging van deze preciaire gebruiksovereenkomst met een periode van drie jaar;

overwegende dat er, in afwachting van een renovatieproject, beslist werd om het gebouw een tijdelijke bestemming te geven, en zo te vermijden dat het pand zou aftakelen doordat het leegstaat en er geen bewaking is;

overwegende dat de bestemming van het gebouw tot woning een zware en complete renovatie van het gebouw zou vergen;

overwegende dat de werken ten vroegste over drie jaar zouden kunnen beginnen wegens de lopende werken en projecten, en door de relatief lange administratieve termijnen;

overwegende dat de vzw ETTERCITE nog altijd geïnteresseerd is in het gebruik van het gebouw, dat ze als goede huisvader onderhoudt;

gelet op artikel 232 van de Gemeentewet;

BESLIST

de preciaire gebruiksovereenkomst tussen de gemeente en de vzw ETTERCITE te verlengen met een periode van drie jaar, met ingang op 1 februari 2012, en van rechtswege te laten aflopen op 31 januari 2015.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 24 mai 2012.

Objet : Patrimoine Régie - Maintenance d'installation H.V.A.C. collectives et entretien de chaudières murales mixtes - Approbation du cahier des charges - Choix du marché - Procédure négociée sans publicité préalable - Liste des fournisseurs à consulter.

Estimation de la dépense : 30.000,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information les décisions du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 24 mei 2012.

Onderwerp : Patrimonium Regie - Beheer van de collectieve H.V.A.C.-installaties en onderhoud van wandketels - Goedkeuring van het lastenkohier - Keuze van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking - Lijst van de leveranciers die geraadpleegd moeten worden.

Raming van de uitgave : 30.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/006 **Sécurisation des logements sociaux - Désignation des SISP - Convention 2011 pour l'exécution des travaux de sécurité - Approbation.**
Beveiliging van de sociale woningen - Aanduiding van de OVM's - Overeenkomst 2011 van de uitvoering van de veiligheidswerken - Goedkeuring.

Le Conseil communal,

Attendu que dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2011 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 78.228 € est accordée à la commune d'Etterbeek;

Considérant que les sociétés immobilières de service public « Le Foyer Etterbeekois » et la « s.c. SORELO » ont été contactées; que celles-ci ont répondu positivement au projet;

Considérant que proportionnellement au patrimoine immobilier possédé par chacune des deux sociétés sur le territoire communal d'Etterbeek, une clef de répartition du subside 2/3-1/3 semble raisonnable;

Considérant que, pour la bonne exécution des travaux, il convient de conclure avec les sociétés immobilières de service public une convention portant sur les modalités d'application;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

de désigner « Le Foyer Etterbeekois » et la « s.c. SORELO » en qualité de sociétés immobilières de service public bénéficiaires du subside octroyé conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2011;

d'octroyer un montant de 52.152 € au Foyer Etterbeekois et 26.076 € à la s.c. SORELO dans le cadre de la sécurisation de logements sociaux;

de conclure avec les sociétés immobilières de service public les conventions reprises ci-dessous :

CONVENTION POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURITE - S.A. LE FOYER ETTERBEEKOIS

Entre d'une part la Commune d'Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée la Commune;

Et d'autre part, la société immobilière de service public s.a. Le Foyer Etterbeekois, rue René Piret, n°1 à 1040 Bruxelles, représentée par Madame Eliane PAULISSEN DE MEULEMEESTER, Présidente, Monsieur Nourdine TAYBI, Administrateur-Délégué et Monsieur Olivier VADI, Directeur gérant, ci-après dénommée la société;

Il est convenu ce qui suit :

Dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2011 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 78.228 € est accordée à la commune d'Etterbeek.

Par décision du Conseil communal du 4 juin 2012, ce subside est accordé par la commune pour la sécurisation des logements sociaux. Conformément à la clef de répartition 2/3-1/3, ce montant est attribué aux sociétés qui sont chargées de la réalisation de cette opération, comprenant l'établissement du cahier de charges, l'attribution du marché conformément à la législation relative aux marchés publics et son exécution jusqu'à la réception des travaux.

La présente convention a pour objet :

placement de détecteurs de mouvement reliés à un point lumineux ainsi que l'installation de volets électriques programmables aux adresses suivantes: avenue Nouvelles, 171, 171A, 173 à 189; Rue Mont du Chêne, 14-16; Chaussée de Wavre, 745-747. L'estimation de ce marché est d'environ 52.000€.

La commune d'Etterbeek sera informée de la décision du Conseil d'administration du Foyer Etterbeekois quant au choix définitif des immeubles, à la description des travaux proposés et à la désignation de l'entrepreneur. La commune d'Etterbeek sera également informée de la date du début de l'exécution des travaux et de la fin des travaux.

Afin de permettre une information adéquate des locataires, la société contactera, en temps utile, la commune afin qu'un courrier commun entre les autorités communales et la société puisse communiquer la teneur, le début et la durée des travaux à réaliser.

Dès production des procès-verbaux de réception provisoire et du décompte final, la Commune s'engage à verser à la s.a. Le Foyer Etterbeekois les montants repris sur la ou les factures à concurrence d'un maximum de 52.152€, étant entendu que le surplus sera à charge des fonds propres de la s.a. Le Foyer Etterbeekois.

Il reste entendu qu'au fur et à mesure de l'exécution des travaux repris ci-avant, la Société en deviendra propriétaire et elle sera seule à en assurer la garde après la réception provisoire.

Sans préjudice des dispositions contractuelles contraires (cahier des charges,...) tous les frais d'entretien, de modification ou de réparation seront à charge de la Société à partir de la réception provisoire.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURITE - S.C.R.L SORELO

Entre d'une part la Commune d'Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée la Commune;

Et d'autre part, la société immobilière de service public s.c.r.l SORELO, Place de Brouckère, n°12 à 1000 Bruxelles, représentée par Madame Fatima MOUSSAOUI, Présidente, Madame Sandrine ES, Administratrice-Déléguée et Monsieur J.L. PIROTIN, Directeur-Gérant, ci-après dénommée la société;

Il est convenu ce qui suit :

Dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2011 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 78.228€ est accordée à la commune d'Etterbeek;

Par décision du Conseil communal du 4 juin 2012, ce subside est accepté par la commune pour la sécurisation des logements sociaux. Conformément à la clef de répartition 2/3-1/3, ce montant est attribué aux sociétés qui sont chargées de la réalisation de cette opération, comprenant l'établissement du cahier de charges, l'attribution du marché conformément à la législation relative aux marchés publics et son exécution jusqu'à la réception des travaux.

La présente convention a pour objet :

adaptation et/ou remplacement de la menuiserie existante permettant l'intégration d'un système "contrôle d'accès" électromécanique avec badges du hall d'entrée de l'immeuble sis avenue d'Auderghem, 69.

L'ensemble des travaux est estimé à 28.000 euros HTVA.

La commune d'Etterbeek sera informée de la décision du Conseil d'administration de la scrl SORELO quant au choix définitif des immeubles, à la description des travaux proposés et à la désignation de l'entrepreneur. La commune d'Etterbeek sera également informée de la date du début de l'exécution des travaux et de la fin des travaux.

Afin de permettre une information adéquate des locataires, la société contactera, en temps utile, la commune afin qu'un courrier commun entre les autorités communales et la société puisse communiquer la teneur, le début et la durée des travaux à réaliser.

Dès production des procès-verbaux de réception provisoire et du décompte final, la Commune s'engage à verser à la s.c. SORELO les montants repris sur la ou les factures à concurrence d'un maximum de 26.076€, étant entendu que le surplus sera à charge des fonds propres de la s.c.r.l SORELO.

Il reste entendu qu'au fur et à mesure de l'exécution des travaux repris ci-avant, la Société en deviendra propriétaire et elle sera seule à en assurer la garde après la réception provisoire.

Sans préjudice des dispositions contractuelles contraires (cahier des charges,...) tous les frais d'entretien, de modification ou de réparation seront à charge de la Société à partir de la réception provisoire.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil Communal, à Etterbeek, le 4 juin 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De gemeenteraad,

Overwegende dat er een subsidie van 78.228 € toegekend wordt aan de gemeente Etterbeek in het kader van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 december 2011 waarin een subsidie verleend werd aan de gemeenten voor de beveiliging van sociale woningen;

Overwegende dat er contact opgenomen werd met openbare vastgoedmaatschappijen "Le Foyer Etterbeekois" en de "c.v. SORELO"; dat deze het project positief onthaald hebben;

Overwegende dat in verhouding tot het vastgoedpatrimonium dat elk van beide maatschappijen op het grondgebied van Etterbeek bezit een verdeelsleutel van 2/3-1/3 redelijk lijkt;

Overwegende dat er een overeenkomst moet afgesloten worden met de openbare vastgoedmaatschappijen over de toepassingsmodaliteiten voor een behoorlijke uitvoering van de werken;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om "Le Foyer Etterbeekois" en de "c.v. SORELO" aan te wijzen als de begunstigde openbare vastgoedmaatschappijen van de subsidie die overeenkomstig het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 december 2011 toegekend wordt;

een bedrag van 52.152 € toe te kennen aan de Foyer Etterbeekois en 26.076 € aan de c.v. SORELO in het kader van de beveiliging van sociale woningen;

onderstaande overeenkomsten af te sluiten met de openbare vastgoedmaatschappijen :

OVEREENKOMST VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN - S.A. LE FOYER ETTERBEEKOIS

Tussen de Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, hierna "de Gemeente" genoemd, enerzijds;

En de openbare vastgoedmaatschappij s.a. Le Foyer Etterbeekois, René Piretstraat 1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door mevrouw Eliane PAULISSEN DE MEULEMEESTER, Voorzitster, de heer Nourdine TAYBI, Gedelegeerd Bestuurder en de heer Olivier VADI, Directeur-Beheerder, hierna "de Vastgoedmaatschappij" genoemd, anderzijds;

Wordt het volgende overeengekomen:

In het kader van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 december 2011, waarbij een subsidie wordt toegekend aan gemeenten voor de beveiliging van sociale woningen, wordt een subsidie van 78.228 € verleend aan de gemeente Etterbeek.

Bij besluit van de Gemeenteraad van 4 juni 2012 wordt deze subsidie door de gemeente toegekend voor de beveiliging van sociale woningen. Dit bedrag wordt volgens een verdeelsleutel van 2/3-1/3 verleend aan de vastgoedmaatschappijen die belast zijn met de uitvoering van deze werken. Dit omvat het opstellen van het lastenboek, de toekenning van de aanbesteding overeenkomstig de wetgeving inzake openbare aanbestedingen en de uitvoering tot aan de oplevering van de werken.

Huidige overeenkomst voorziet de:

Plaatsing van bewegingsmelders gebonden met een punt van licht evenals de programmeerbare elektrische installatie van rolluiken bij de volgende adressen: Nieuwelaan, 171, 171A, 173 tot 189; Mont du Chêne straat, 14-16; Waversesteenweg, 745-747.

Het totaalbedrag van de werken wordt geraamd op 52.000 euro excl. BTW.

De Bestuursraad van de Foyer Etterbeekois zal de gemeente Etterbeek op de hoogte houden van de definitieve keuze van de appartementen, de omschrijving van de voorgestelde werken en de aanwijzing van de aannemer. De gemeente Etterbeek zal tevens op de hoogte gebracht worden van de begin- en einddatum van de werken.

Teneinde de huurders op een gepaste wijze te informeren zal de vastgoedmaatschappij tijdig contact opnemen met de gemeente om samen met de gemeente een brief te sturen waarin de huurders op de hoogte gebracht worden van de aard, de begindatum en de duur van de werken.

Nadat het verslag van de voorlopige oplevering en de eindafrekening opgesteld wordt, verbindt de Gemeente zich er toe om aan de s.a. Le Foyer Etterbeekois de bedragen te storten die vermeld staan op de facturen voor een maximumbedrag van 52.152 €. Elke meerkost is voor rekening van de s.a. Le Foyer Etterbeekois.

Het spreekt voor zich dat telkens er voormelde werken voltooid worden, de Vastgoedmaatschappij hiervan de eigenaar wordt en zelf zal instaan voor de bewaking ervan na de voorlopige oplevering.

Ongeacht tegenstrijdige contractuele bepalingen (lastenboek,...) zijn alle kosten voor het onderhoud, de wijziging of herstelling ten laste van de Vastgoedmaatschappij vanaf de voorlopige opleveringen.

OVEREENKOMST VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN – C.V. SORELO

Tussen de Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, hierna “de Gemeente” genoemd, enerzijds;

En de openbare vastgoedmaatschappij c.v.b.a. SORELO, Brouckèreplein 12 in 1000 Brussel, vertegenwoordigd door mevrouw Fatima MOUSSAOUI, Voorzitster, Mevrouw Sandrine ES, Gedelegeerd-Bestuurster en de heer J.L. PIROTIN, Directeur-Beheerder, hierna “de Vastgoedmaatschappij” genoemd;

Wordt het volgende overeengekomen:

In het kader van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 december 2011, waarbij een subsidie wordt toegekend aan gemeenten voor de beveiliging van sociale woningen, wordt een subsidie van 78.228 € verleend aan de gemeente Etterbeek.

Bij besluit van de Gemeenteraad van 4 juni 2012 wordt deze subsidie door de gemeente toegekend voor de beveiliging van sociale woningen. Dit bedrag wordt volgens de verdeelsleutel van 2/3-1/3 verleend aan de maatschappijen die belast zijn met de uitvoering van deze werken. Dit omvat het opstellen van het lastenboek, de toekenning van de aanbesteding overeenkomstig de

wetgeving inzake openbare aanbestedingen en de uitvoering tot aan de oplevering van de werken.

Huidige overeenkomst voorziet de:

Heraanleg en/of vervanging van de bestaande schrijnwerk van de inkomhall van de appartementsgebouwen in de Oudergemlaan 69 in één geheel voorzien van een elektromechanisch toegangssysteem met badges.

Het totaalbedrag van de werken wordt geraamd op 28.000 euro excl. BTW.

De Bestuursraad van de c.v.b.a. SORELO zal de gemeente Etterbeek op de hoogte houden van de definitieve keuze van de appartementen, de omschrijving van de voorgestelde werken en de aanwijzing van de aannemer. De gemeente Etterbeek zal tevens op de hoogte gebracht worden van de begin- en einddatum van de werken.

Teneinde de huurders op een gepaste wijze te informeren zal de vastgoedmaatschappij tijdig contact opnemen met de gemeente om samen met haar een brief te sturen waarin de huurders op de hoogte gebracht worden van de aard, de begindatum en de duur van de werken.

Nadat het verslag van de voorlopige oplevering en de eindafrekening opgesteld wordt, verbindt de Gemeente zich er toe om aan de c.v.b.a. SORELO de bedragen te storten die vermeld staan op de facturen voor een maximumbedrag van 26.076 €. Elke meerkost is ten laste van de eigen fondsen van de c.v.b.a. SORELO.

Het spreekt voor zich dat telkens er voormelde werken voltooid worden, de Vastgoedmaatschappij hiervan de eigenaar wordt en zelf zal instaan voor de bewaking ervan na de voorlopige oplevering.

Ongeacht tegenstrijdige contractuele bepalingen (lastenboek,...) zijn alle kosten voor het onderhoud, wijziging of herstelling ten laste van de Vastgoedmaatschappij vanaf de voorlopige opleveringen.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 4 juni 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

*Didier van Eyll entre en séance
Didier van Eyll treedt in zitting*

Le Conseil communal,

Considérant que la première convention de partenariat entre la commune et les associations approuvée lors du Conseil du 09 mars 2009, a été signée en avril 2009 et a pris fin en avril 2012.

Considérant que tous les partenaires ont marqué leur souhait de renouveler leur convention de partenariat.

Considérant la volonté de fusionner en un seul document la charte des Jardins Participatifs, la convention et le règlement des Jardins Participatifs afin d'en faciliter la lecture et l'utilisation.

DECIDE:

d'adopter la nouvelle convention de partenariat ci-jointe ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'occupation d'une parcelle sur les Jardins Participatifs pour les partenaires suivants :

- Maison Médicale du Maelbeek ;
- Le Réseau Echange de Savoirs 59 (RES 59) ;
- Logement et Harmonie Sociale (LHS) ;
- Flore et Pomone ;
- Le Centre Paul Duvigneaud ;
- Natagora ;
- La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs (SRABE).

Les Jardins Participatifs convention de partenariat

Entre les soussignés:

La commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Monsieur Christian Debaty, Secrétaire Communal.

Soussignée de première part,

Et l'asbl

Représentée par

Soussignée de seconde part.

En tant que partenaire des jardins participatifs, l'association s'engage à respecter la charte des jardins (ci-après) et à participer aux réunions de coordination du projet organisée par la commune d'Etterbeek.

Tout amendement à la présente charte devra être approuvé par le collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek.

La fin du partenariat devra être communiquée par courrier soit au Service de l'Aménagement du Territoire – Environnement en charge de la coordination du projet, soit à l'association partenaire.

Charte

Objectifs du projet

éduquer à l'environnement et sensibiliser à la nature en ville
(re)donner une connaissance pragmatique du monde végétal par la pratique du jardinage
participer au renforcement de la cohésion sociale du quartier

Principes

Les Jardins Participatifs d'Etterbeek:

s'appuient sur une volonté d'implication forte des habitants via le tissu associatif et ce, dès la réflexion relative aux premiers aménagements ;
s'articulent autour des valeurs de solidarité et de convivialité ;
se construisent progressivement sur la base d'évaluations collectives en vue de s'assurer de la bonne « santé » du projet et de sa pérennité ;
promeuvent des pratiques respectueuses de l'environnement, notamment en n'utilisant aucun pesticide, en valorisant les eaux de pluie et le compostage.

Engagements

L'association s'engage:

à appliquer les principes de « bonne gestion » du site et de sa parcelle (pérennité/réversibilité)
à rechercher le consensus et l'efficacité pour la gestion du projet ;
à favoriser l'intégration des habitants du quartier dans la vie du jardin ;
à offrir la possibilité à tous, sur base de leur motivation, de jardiner ensemble et d'acquérir un savoir faire et de le développer ;
à développer la participation de ses membres dans le suivi du projet ;
à accueillir le grand public lors de journées portes ouvertes, lors d'animations thématiques, de visites guidées...
à partager (avec les autres associations participantes), les savoirs liés au projet ;
à développer des partenariats ponctuels (aide temporaire) ou structurels (projets communs) entre associations et/ou partenaires extérieurs ;
à favoriser des partenariats avec des entreprises d'économie sociale ;
à optimiser le lien biodiversité et économie sociale ;
à maintenir la bande de terrain d'un mètre de large, situé le long du mur anti bruit libre de tout arbre, arbuste, ou encombrants afin de permettre en tout temps le contrôle ou la réparation de ce mur par les agents d'Infrabel.
à ne pas planter d'arbres à hautes tiges.

La commune s'engage à :
respecter les objectifs et les valeurs de la présente charte ;

mettre à disposition de l'association une parcelle de terre pour lui permettre d'y développer un projet intégrant et respectant les valeurs communes ;
organiser des réunions de coordination du site ;
organiser des formations afin de garantir la pérennité du projet.

La commune et les associations partenaires ont pris connaissance de ce document et en acceptent toutes les clauses.

Signé à Etterbeek, le

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Par Ordonnance,

Le Secrétaire Communal, Christian Debaty	Le Bourgmestre Vincent De Wolf
---	-----------------------------------

LE(S) SOUSSIGNE(S) DE SECONDE PART

Fait en exemplaires

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

De gemeenteraad,

overwegende dat de eerste partnerovereenkomst tussen de gemeente en de verenigingen, goedgekeurd op de gemeenteraad van 9 maart 2009, ondertekend werd in april 2009 en afliep in april 2012.

overwegende dat alle partners te kennen gegeven hebben dat ze hun partnerovereenkomst willen vernieuwen.

overwegende dat men het charter van de Participatieve Tuinen, de overeenkomst en het reglement van de Participatieve Tuinen wil samenvoegen in één document opdat het makkelijker gelezen en gebruikt kan worden.

BESLIST:

de nieuwe bijgevoegde partnerovereenkomst tot verduidelijking van de bepalingen betreffende het gebruik van een perceel op de Participatieve Tuinen voor de volgende partners, goed te keuren:

- het Maison Médicale du Maelbeek;
- het Réseau Echange de Savoirs 59 (RES 59);
- de vzw Logement et Harmonie Sociale (LHS);
- de vzw Flore et Pomone;
- het Centre Paul Duvigneaud;
- Natagora;
- de Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs (SRABE).

Participatieve Tuinen Partnerovereenkomst

tussen de ondergetekenden:

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, op zijn beurt vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester en de heer Christian Debaty, gemeentesecretaris,

ondergetekenden enerzijds,

en de vzw

vertegenwoordigd door

ondergetekenden anderzijds.

Als partner van de participatieve tuinen verbindt de vereniging zich ertoe het hiernavolgende charter na te leven en deel te nemen aan de coördinatievergaderingen van het project die de gemeente Etterbeek organiseert.

Elk amendement aan dit charter moet goedgekeurd worden door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek.

De beëindiging van het partnerschap moet schriftelijk meegedeeld worden aan de dienst Ruimtelijke Ordening – Leefmilieu belast met de coördinatie van het project of aan de partnervereniging.

Charter

Doelstellingen van het project

aan milieuopvoeding doen en mensen sensibiliseren rond natuur in de stad
pragmatische kennis over de plantenwereld bijbrengen via tuinieren
bijdragen aan de sociale samenhang van de wijk

Principes

De participatieve tuinen van Etterbeek:

steunen op de sterke bereidheid van de inwoners om zich in te zetten via het verenigingsleven en dit vanaf het nadenken over de eerste inrichtingen;
zijn georganiseerd rond de waarden van solidariteit en convivialiteit;
bouwen voort op basis van groepevaluaties van de 'gezondheid' van het project en zijn duurzaamheid;
milieuvriendelijke praktijken bevorderen, met name door geen pesticiden te gebruiken, regenwater te hergebruiken en te composteren.

Verbintenissen

De vereniging verbindt zich ertoe:

de principes van 'goed beheer' toe te passen op het terrein (duurzaamheid/omkeerbaarheid);
het project doeltreffend en via consensus trachten te beheren;
de integratie van omwonenden in het tuinleven te bevorderen;
iedereen de mogelijkheid te geven, om naargelang zijn motivatie, samen te tuinieren en knowhow te verwerven en te ontwikkelen;
haar leden steeds nauwer te betrekken bij de opvolging van het project;
het grote publiek te verwelkomen tijdens opendeurdagen, tijdens thematische activiteiten, rondleidingen ...
de kennis met betrekking tot het project te delen (met de andere deelnemende verenigingen);
gerichte partnerschappen (tijdelijke hulp) of structurele partnerschappen (gemeenschappelijke projecten) op te zetten tussen verenigingen en/of externe partners;
partnerschappen met maatschappelijk verantwoorde ondernemingen te bevorderen;
de link tussen biodiversiteit en sociale economie te optimaliseren;
een strook grond van een meter breed naast de geluidsmuur vrij te houden van bomen, struiken of obstakels zodat de agenten van Infrabel deze te allen tijde kunnen inspecteren of herstellen;
geen hoogstammige bomen te planten.

De gemeente verbindt zich ertoe:

de doelstellingen en waarden van dit charter na te leven;
een terrein grond ter beschikking te stellen van de vereniging om haar in staat te stellen een project te ontwikkelen dat de gemeenschappelijke waarden hanteert en naleeft;
coördinatievergaderingen van de site bijwonen;
opleidingen te organiseren om de duurzaamheid van het project te waarborgen.

De gemeente en de partnerverenigingen hebben kennis genomen van dit document en aanvaardden alle bedingen.

Ondertekend in Etterbeek op

ONDERGETEKENDEN ENERZIJDS:

In opdracht, Gemeentesecretaris, Christian Debaty	Burgemeester Vincent De Wolf
---	---------------------------------

ONDERGETEKENDEN ANDERZIJDS

Opgesteld in exemplaren

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Kathy Mottet entre en séance
Kathy Mottet treedt in zitting

04.06.2012/A/008 **Convention de mise à disposition d'un emplacement pour l'installation de trois ruches dans le parc Jean Felix Hap. Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van een plaats voor de installatie van 3 bijenkorven in het Jean Felix Hap park.**

Le Conseil communal,

Considérant la décision du Collège du 22 avril 2010 d'autoriser l'installation de trois ruches dans le parc Jean Felix Hap (dans la zone non accessible au public).

Considérant qu'Alexandre Chevé qui a initialement installé ses ruches sur l'emplacement nous a fait part de sa volonté de partir.

Considérant que messieurs Garbusinski, Nuttinck et Godart, trois etterbeekois initiés à l'apiculture au sein du rucher collectif des jardins participatifs et en formation à la SRABE, ont introduit une demande pour y installer leurs propres ruches.

Considérant que l'installation de trois ruches ne requiert pas d'autorisation particulière en région bruxelloise

Considérant que, en contrepartie de la mise à disposition de l'espace, messieurs Garbusinski, Nuttinck et Godart s'engagent à développer, en collaboration avec le service Aménagement du Territoire – Environnement, des activités de sensibilisation à l'abeille en ville et à la protection de la biodiversité.

Considérant qu'il convient d'adopter une convention pour l'usage de l'emplacement.

DECIDE

d'adopter la convention ci-jointe ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'occupation de l'emplacement dans le parc Jean Felix Hap.

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE.

Convention de mise à disposition d'un emplacement pour l'installation de trois ruches dans le parc Hap

ENSUITE DE QUOI :

Entre les soussignés :

La Commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur **Vincent DE WOLF** Bourgmestre, et Monsieur **Christian DEBATY**, Secrétaire Communal, dénommée « propriétaire » au sens de la présente convention (gérance : Service Aménagement du Territoire - Environnement – 115 avenue d'Auderghem – 5^{ème} étage)

soussignée de première part,

Et

Mr Yannick Garbusinski

Rue des coquelicots, 17
1040 Etterbeek

Mr Jean-Yves Nuttinck

Rue Nothomb, 69

1040 Etterbeek

Mr Jean-François Godart

Rue Champ du Roi, 58

1040 Etterbeek

soussigné de seconde part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DU BIEN MIS A DISPOSITION

Le « propriétaire » met à disposition à titre précaire et révocable à tout moment sans indemnité aucune selon les conditions de l'article 3, un emplacement dans la partie non accessible au public du parc Jean Félix Hap (annexe : plan de l'emplacement dans le parc).

L'emplacement est donné en occupation dans l'état où il se trouve, bien connu de l'occupant.

ARTICLE 2 : DESTINATION

L'emplacement peut uniquement être utilisé à usage privé pour l'installation de 3 ruches maximum.

L'occupant n'est pas autorisé à affecter tout ou partie de l'emplacement à l'exercice d'une activité professionnelle.

ARTICLE 3 : DUREE ET RESILIATION

Cette autorisation d'occupation est accordée pour une période de 3 ans.

Elle prend cours le 04/06/2012 pour se terminer de plein droit le 03/06/2015 sans notification ou signification préalable.

La convention est renouvelable sur demande écrite par lettre recommandée introduite 3 mois avant le terme de la présente convention.

La convention d'occupation ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement.

Les deux parties peuvent renoncer à la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Le non respect des obligations prévues à la présente convention entraînera de plein droit sa résolution sans indemnité.

ARTICLE 4 : INDEMNITE D'OCCUPATION

L'emplacement est mis gratuitement à disposition.

En contrepartie, l'occupant s'engage à :

- à participer au développement des activités de sensibilisation à la place de l'abeille en ville du service de l'Aménagement du Territoire - Environnement, à raison de 5 journées par an au maximum;
- réserver 10% de sa production de miel pour les activités de sensibilisation ;
- à remettre au service de l'Aménagement du Territoire - Environnement un rapport trimestriel sur les activités du rucher, rapport devant reprendre à tout le moins les grandes actions réalisées durant la période passée ainsi que les interventions devant être menées durant la période suivante.

ARTICLE 5 : GARANTIE

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE L'OCCUPATION - PRESCRIPTIONS

- L'occupant doit communiquer immédiatement au propriétaire tout changement d'adresse.
- L'occupant doit s'occuper de ses ruches de manière régulière et continue.
- L'occupant veillera à travailler avec des abeilles douces comme les *Buckfast*.
- L'occupant doit avertir (ou faire avertir) le propriétaire des difficultés (raison de santé par exemple) qu'il rencontrerait pour gérer les ruches.
- L'occupant doit tenir en état de propreté permanente l'emplacement qu'il occupe.
- L'occupant doit enlever lui-même tous les déchets produits sur

- le site.
- L'accès à l'emplacement se fera pendant les heures d'ouvertures du parc Jean Félix Hap.

ARTICLE 7 : INTERDICTIONS

Il est interdit à l'occupant de :

- faire du bruit (radio, cassettes, instruments de musique, etc.) à un niveau sonore pouvant déranger les voisins ;
- installer des constructions autres que les ruches et une armoire de rangement pour le matériel ;
- laisser des déchets sur l'emplacement ;
- rassembler des matériaux sur l'emplacement qui n'ont rien à voir avec la bonne gestion du rucher.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS GENERALES

L'occupant décharge expressément le propriétaire de toute responsabilité du chef d'accidents qui se produiraient sur l'espace concédé, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont il pourrait être victime.

ARTICLE 10 : PUBLICITE

Toute publicité est interdite sauf autorisation spécifique du « propriétaire ».

ARTICLE 11 : ASSURANCE

L'occupant est tenu de se faire dûment assurer, pendant toute la durée de l'autorisation, contre les risques liés à l'activité exercée.

L'occupant renonce à tout recours contre le « propriétaire » pour tout dommage qu'il pourrait subir.

ARTICLE 12 : ENVIRONNEMENT-URBANISME

L'occupant déclare respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques et environnementales en vigueur.

En cas de contradiction entre certaines stipulations de la présente convention et lesdites prescriptions urbanistiques, ces dernières auront la priorité.

ARTICLE 13 : OCCUPATION ET SOUS-OCCUPATION

Sauf autorisation écrite préalable du « propriétaire », il est expressément interdit à l'occupant de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente autorisation.

Tous les cas non prévus par la présente convention seront tranchés sans appel par le Collège des Bourgmestres et Echevins, après avoir entendu la (ou les) partie(s) en cause.

Fait en 4 exemplaires dont un visé par l'enregistrement sera remis à l'occupant.

Etterbeek, le 2012.

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Par ordonnance:
Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

LE SOUSSIGNE DE SECONDE PART :

Mr Yannick Garbusinski

Mr Jean-Yves Nuttinck

Mr Jean-François Godart

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het college van 22 april 2010 om toestemming te geven voor de installatie van drie bijenkorven in het Jean Felix Happark (in de zone die niet toegankelijk is voor het publiek);

overwegende dat Alexandre Chevé, die deze bijenkorven aanvankelijk geïnstalleerd had op deze plaats ons meegedeeld heeft dat hij wil vertrekken;

overwegende dat de heren Garbusinski, Nuttinck en Godart, drie Etterbekenaars die een imkerinitiatie gevolgd hebben in de participatieve tuinen en een opleiding gevolgd hebben bij het SRABE, een aanvraag ingediend hebben om hun eigen bijenkorven te installeren;

overwegende dat de installatie van drie bijenkorven geen bijzondere toestemming vereist in het Brussels Gewest;

overwegende dat de heren Garbusinski, Nuttinck en Godart zich er

als tegenprestatie toe verbinden om in samenwerking met de dienst Ruimtelijke Ordening – Leefmilieu sensibilisatieactiviteiten rond bijen in de stad en biodiversiteit te organiseren;

overwegende dat het wenselijk is een overeenkomst af te sluiten voor het gebruik van het terrein.

BESLIST

de bijgevoegde overeenkomst tot verduidelijking van de bepalingen betreffende het gebruik van het terrein in het Happark goed te keuren.

PRECAIRE GEBRUIKSOVEREENKOMST.

Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van een terrein voor de installatie van drie bijenkorven in het Happark

WAARUIT VOLGT:

Tussen de ondergetekenden:

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, hier vertegenwoordigd door de heer **Vincent DE WOLF**, burgemeester, en de heer **Christian DEBATY**, gemeentesecretaris, hierna de « eigenaar » genoemd voor de toepassing van deze overeenkomst (beheer : dienst Regie van Grondbeleid – Oudergemlaan 115 – 2^{de} verdieping),

enerzijds,

en

dhr. Yannick Garbusinski
Rue des coquelicots, 17
1040 Etterbeek

dhr. Jean-Yves Nuttinck
Rue Nothomb, 69
1040 Etterbeek

dhr. Jean-François Godart
Rue Champ du Roi, 58
1040 Etterbeek

die optreedt als medecontractant

anderzijds,

WERD HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: BESCHRIJVING VAN DE TER BESCHIKKING GESTELDE EIGENDOMMEN

De 'eigenaar' stelt, ten preciaire titel en op elk moment herroepbaar zonder schadevergoeding volgens de voorwaarden van artikel 3, een terrein ter beschikking in het niet-publiek toegankelijke gedeelte

van het Jean Felix Happark (bijlage: plattegrond van het terrein in het park).

ARTIKEL 2: BESTEMMING

Het terrein mag enkel gebruikt worden voor privégebruik voor de installatie van maximaal 3 bijenkorven en een opbergkast voor het bijenteeltmateriaal dat stabiel moet staan.

Het is de gebruiker niet toegestaan om het hele of een deel van het terrein te gebruiken voor de uitoefening van een professionele activiteit.

ARTIKEL 3: DUUR EN VERBREKING

Deze gebruikstoelating wordt toegekend voor een duur van 3 jaar. De toelating gaat in op 1/11/2011 en loopt van rechtswege af op 1/11/2014 zonder voorafgaandelijke kennisgeving of betekening.

De overeenkomst kan op schriftelijke aanvraag vernieuwd worden per aangetekende brief 3 maanden voor het verstrijken van deze overeenkomst. De gebruiksovereenkomst kan in geen geval stilzwijgend vernieuwd worden.

De twee partijen kunnen deze overeenkomst opzeggen mits betekening van een vooropzeg van één maand per aangetekende brief.

Het niet naleven van de verplichtingen die voorzien zijn in deze overeenkomst heeft van rechtswege de ontbinding van het contract zonder vergoeding tot gevolg.

ARTIKEL 4: GEBRUIKERSVERGOEDING

Het perceel wordt gratis ter beschikking gesteld.

Als tegenprestatie verbindt de gebruiker zich ertoe om:

- maximaal 5 dagen per jaar deel te nemen aan de ontwikkeling van bewustmakingsactiviteiten in het teken van 'de bij in de stad' uitgaande van de dienst Ruimtelijke Ordening – Leefmilieu;
- 10% van zijn honingooft te reserveren voor bewustmakingsactiviteiten;
- de dienst Ruimtelijke Ordening een driemaandelijks rapport te overhandigen over de activiteiten van de bijenkorf, waarin minstens de grote acties vermeld moeten worden die ondernomen werden tijdens de voorbije periode alsook de ingrepen die tijdens de volgende periode moeten uitgevoerd worden.

ARTIKEL 5: WAARBORG

Er wordt geen enkele waarborg gevraagd.

ARTIKEL 6: GEBRUIKSVOORWAARDEN - VOORSCHRIFTEN

- De gebruiker moet onmiddellijk elke adreswijziging meedelen aan de eigenaar.
- De gebruiker moet zich op regelmatige en continue basis bezighouden met zijn bijenkorf.
- De gebruiker zal met zachteardige bijensoorten zoals de Buckfast werken.
- De gebruiker moet de eigenaar op de hoogte brengen (of laten verwittigen) wanneer hij moeilijkheden (bijvoorbeeld gezondheidsredenen) ondervindt bij het beheren van zijn bijenkorf.
- De gebruiker moet het gedeelte van het dak dat hij gebruikt permanent proper houden.
- De gebruiker moet zelf al het geproduceerde afval van het dak verwijderen.
- De gebruiker krijgt toegang tot het dak tijdens de kantooruren (7.30-17.30 uur). In bijzondere gevallen kan de gebruiker een aanvraag indienen bij de eigenaar om toegang te krijgen buiten de kantooruren:
 - installatie van de bijenkorf;
 - regelmatig toezicht tijdens de zwermtijd;
 - de twee jaarlijkse oogsten;
 - andere uitzonderlijke situaties.

De eigenaar stelt een toegangsbadge voor de parking ter beschikking van de gebruiker om enkel in deze bijzondere gevallen te gebruiken.

ARTIKEL 7: VERBODEN

Het is de gebruiker verboden om:

- lawaai te maken (radio, cassettes, muziekinstrumenten, enz.) op een geluidsniveau dat de omwonenden en de ambtenaren van het gemeentehuis zou kunnen storen;
- andere constructies op te zetten dan de bijenkorf en een opbergkast voor materiaal;
- afval achter te laten op het dak;
- materialen te verzamelen op het dak die niets te maken hebben met het goede beheer van de bijenkorf.

ARTIKEL 9: ALGEMENE BEPALINGEN

De gebruiker ontlast de eigenaar uitdrukkelijk van alle verantwoordelijkheid in geval van ongevallen die zich zouden voordoen op de overgedragen ruimte, evenals in geval van diefstal, boevenstreken, of vandalisme waarvan hij het slachtoffer zou kunnen worden.

ARTIKEL 10: RECLAME

Alle reclame is verboden, behalve met specifieke toestemming van de eigenaar.

ARTIKEL 11: VERZEKERING

De gebruiker moet zich naar behoren laten verzekeren gedurende de volledige duur van de toelating, tegen de risico's die verbonden zijn met de uitgeoefende activiteit.

De gebruiker doet afstand van elk verhaal tegen de « eigenaar » voor alle mogelijke schade die hij zou kunnen ondervinden.

ARTIKEL 12: LEEFMILIEU-STEDENBOUW

De gebruiker verklaart ten allen tijde de geldende stedenbouwkundige voorschriften te zullen respecteren.

Bij tegenstrijdigheden tussen bepalingen van onderhavige overeenkomst en voormelde stedenbouwkundige voorschriften hebben deze laatste voorrang.

ARTIKEL 13: BEZETTING EN ONDERBEZETTING

Behoudens voorafgaandelijke schriftelijke toelating van de eigenaar is het de gebruiker uitdrukkelijk om de rechten die voortvloeien uit onderhavige toelating geheel of gedeeltelijk over te dragen.

Het college van burgemeester en schepenen en/of de gemeenteraad zullen beslissen over alle gevallen die niet voorzien zijn door onderhavige overeenkomst, na verhoor van de partij(en) ter zake.

Opgemaakt in viervoud, waarvan 1 exemplaar bedoeld voor registratie zal overgemaakt worden aan de gebruiker.

Opgemaakt in Etterbeek, 2011.

DE ONDERGETEKENDEN ENERZIJD :

In opdracht: De burgemeester,
De gemeentesecretaris,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJD :

Yannick Garbusinski

Jean-Yves Nuttinck

Jean-François Godart

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van een deel van het plat dak van de derde verdieping van het Gemeentehuis voor de installatie van drie bijenkorven voor privé gebruik - wijziging.

Le Conseil communal,

Vu la décision du 28 novembre 2011 d'adopter la convention de mise à disposition d'une partie de la toiture plate du 3^{ème} étage de l'Hôtel Communal pour l'installation d'un rucher privé.

Vu la décision du Collège du 22 mars 2012 d'octroyer une carte du parking de l'Hôtel Communal à messieurs Boniver et Leriche, exploitants des ruches, leur permettant d'intervenir au rucher en cas d'urgence pendant les weekends.

DECIDE

de modifier le dernier point de l'article 6 de la convention concernant les conditions d'accès au rucher en y intégrant la mise à disposition permanente de la carte du parking de l'hôtel communal.

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE.

Convention de mise à disposition d'une partie de la toiture plate du 3^{ème} étage de l'hôtel communal destinée à l'installation d'un rucher privé

Entre les soussignés :

La Commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur **Vincent DE WOLF** Bourgmestre, et Monsieur **Christian DEBATY**, Secrétaire Communal, dénommée « propriétaire » au sens de la présente convention (gérance : Service Aménagement du Territoire - Environnement - 115 avenue d'Auderghem - 5^{ème} étage)

soussignée de première part,

Et

Monsieur Boniver Pierre
Résidant rue de Gerlache 35 à 1040 Etterbeek

Monsieur Leriche Gérard
Résidant rue de Gerlache 27 à 1040 Etterbeek

Agissant en tant que cocontractants

soussignés de seconde part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DU BIEN MIS A DISPOSITION

Le « propriétaire » met à disposition à titre précaire et révocable à tout moment sans indemnité aucune selon les conditions de l'article 3, une partie de la toiture plate située au troisième étage de l'Hôtel Communal.

La toiture plate est donnée en occupation dans l'état où elle se trouve, bien connu de l'occupant.

L'espace destiné à l'apiculture sera balisé conformément aux indications du conseiller en prévention de l'Hôtel Communal.

ARTICLE 2 : DESTINATION

La toiture plate peut uniquement être utilisée à usage privé pour l'installation de 3 ruches maximum, des ruchettes d'élevage éventuelle, d'un abreuvoir et d'une armoire de rangement pour le matériel apicole dont il faudra s'assurer de la stabilité.

L'occupant n'est pas autorisé à affecter tout ou partie de la toiture à l'exercice d'une activité professionnelle.

ARTICLE 3 : DUREE ET RESILIATION

Cette autorisation d'occupation est accordée pour une période de 3 ans.

Elle prend cours le 1/12/2011 pour se terminer de plein droit le 1/12/2014 sans notification ou signification préalable.

La convention est renouvelable sur demande écrite par lettre recommandée introduite 3 mois avant le terme de la présente convention.

La convention d'occupation ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement.

Les deux parties peuvent renoncer à la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Le non respect des obligations prévues à la présente convention entraînera de plein droit sa résolution sans indemnité.

ARTICLE 4 : INDEMNITE D'OCCUPATION

La toiture est mise gratuitement à disposition.

En contrepartie, l'occupant s'engage à :

- à participer au développement des activités de sensibilisation à la place de l'abeille en ville du service de l'Aménagement du Territoire - Environnement, à raison de 5 journées par an au maximum;
- réserver 10% de sa production de miel pour les activités de sensibilisation ;
- à remettre au service de l'Aménagement du Territoire -

Environnement un rapport trimestriel sur les activités du rucher, rapport devant reprendre à tout le moins les grandes actions réalisées durant la période passée ainsi que les interventions devant être menées durant la période suivante.

ARTICLE 5 : GARANTIE

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE L'OCCUPATION - PRESCRIPTIONS

- L'occupant doit communiquer immédiatement au propriétaire tout changement d'adresse.
- L'occupant doit s'occuper de ses ruches de manière régulière et continue.
- L'occupant veillera à travailler de préférence avec des abeilles douces comme les *Buckfast*.
- L'occupant doit avertir (ou faire avertir) le propriétaire des difficultés (raison de santé par exemple) qu'il rencontrerait pour gérer les ruches.
- L'occupant doit tenir en état de propreté permanente la partie de la toiture qu'il occupe.
- L'occupant doit enlever lui-même tous les déchets produits sur le site.
- L'accès à la toiture se fera pendant les heures de bureau (7h30 – 17h30). Cependant, pour les cas particuliers suivants, l'occupant est autorisé à s'y rendre en dehors des heures de bureau :
 - L'installation du rucher ;
 - Les surveillances plus fréquentes en période d'essaimage (fin du printemps) ;
 - Les deux récoltes annuelles ;
 - Autres situation exceptionnelles.

Le propriétaire met à disposition de l'occupant une carte d'accès au parking lui permettant d'accéder à la toiture en dehors des heures de bureau. Cette carte devra être utilisée uniquement pour les cas particuliers cités. Un usage inconsidéré de cette carte remettrait en question les termes de cette convention.

ARTICLE 7 : INTERDICTIONS

Il est interdit à l'occupant de :

- faire du bruit (radio, cassettes, instruments de musique, etc.) à un niveau sonore pouvant déranger les voisins et les employés de la maison communale ;
- installer des constructions autres que les ruches et une armoire de rangement pour le matériel ;
- laisser des déchets sur la toiture ;
- rassembler des matériaux sur la toiture qui n'ont rien à voir avec la bonne gestion du rucher.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS GENERALES

L'occupant décharge expressément le propriétaire de toute responsabilité du chef d'accidents qui se produiraient sur l'espace concédé, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont il pourrait être victime.

L'accès dans l'espace balisé occupé par les ruches de tout visiteur quelqu'il soit se fera sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 10 : PUBLICITE

Toute publicité est interdite sauf autorisation spécifique du « propriétaire ».

ARTICLE 11 : ASSURANCE

L'occupant est tenu de se faire dûment assurer, pendant toute la durée de l'autorisation, contre les risques liés à l'activité exercée.

L'occupant renonce à tout recours contre le « propriétaire » pour tout dommage qu'il pourrait subir.

ARTICLE 12 : ENVIRONNEMENT-URBANISME

L'occupant déclare respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques et environnementales en vigueur.

En cas de contradiction entre certaines stipulations de la présente convention et lesdites prescriptions urbanistiques, ces dernières auront la priorité.

ARTICLE 13 : OCCUPATION ET SOUS-OCCUPATION

Sauf autorisation écrite préalable du « propriétaire », il est expressément interdit à l'occupant de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente autorisation.

Tous les cas non prévus par la présente convention seront tranchés sans appel par le Collège des Bourgmestres et Echevins, après avoir entendu la (ou les) partie(s) en cause.

Fait en 4 exemplaires dont un visé par l'enregistrement sera remis à l'occupant.

Etterbeek, le

2011.

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Par ordonnance:
Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

LES SOUSSIGNES DE SECONDE PART :

Pierre Boniver et Gérard Leriche

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 28 november 2011 om de overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van een deel van het plat dak van de derde verdieping van het gemeentehuis voor de installatie van een private bijenkorf.

gelet op de beslissing van het college van 22 maart om een badge voor de parking van het gemeentehuis toe te kennen aan de heren Boniver en Leriche, uitbaters van de bijenkorven, zodat ze ter plaatse kunnen komen in noodgevallen tijdens het weekend.

BESLIST

het laatste punt van artikel 6 van de overeenkomst betreffende de voorwaarden voor toegang tot de bijenstal te wijzigen door de permanente terbeschikkingstelling van de parkingbadge van het gemeentehuis erin op te nemen.

PRECAIRE GEBRUIKOVEREENKOMST.

Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van het plat dak van de 3^{de} verdieping van het gemeentehuis bestemd voor privégebruik

WAARUIT VOLGT:

Tussen de ondergetekenden:

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, hier vertegenwoordigd door de heer **Vincent DE WOLF**, burgemeester, en de heer **Christian DEBATY**, gemeentesecretaris, hierna de « eigenaar » genoemd voor de toepassing van deze overeenkomst (beheer : dienst Regie van Grondbeleid – Oudergemlaan 115 – 2^{de} verdieping),

enerzijds,

en

de heer Boniver Pierre
met woonplaats in de Gerlachestraat 35 in 1040 Etterbeek

en

de heer Leriche Gérard

met woonplaats in de Gerlachestraat 27 in 1040 Etterbeek

die optreedt als medecontractant

anderzijds,

WERD HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: BESCHRIJVING VAN DE TER BESCHIKKING GESTELDE EIGENDOMMEN

De 'eigenaar' stelt, ten preciaire titel en op elk moment herroepbaar zonder vergoeding, een deel van het plat dak gelegen op de derde verdieping van het gemeentehuis ter beschikking volgens de voorwaarden in artikel 3.

Het plat dak wordt ter beschikking gesteld in de staat waarin het zich bevindt, goed gekend door de gebruiker.

ARTIKEL 2: BESTEMMING

Het perceel mag enkel gebruikt worden voor privégebruik voor de installatie van maximaal 3 bijenkorven en een opbergkast voor het bijenteeltmateriaal dat stabiel moet staan.

Het is de gebruiker niet toegestaan om het hele of een deel van het dak te gebruiken voor de uitoefening van een professionele activiteit.

ARTIKEL 3: DUUR EN VERBREKING

Deze gebruikstoelating wordt toegekend voor een duur van 3 jaar. De toelating gaat in op 1/11/2011 en loopt van rechtswege af op 1/11/2014 zonder voorafgaandelijke kennisgeving of betekening.

De overeenkomst kan op schriftelijke aanvraag vernieuwd worden per aangetekende brief 3 maanden voor het verstrijken van deze overeenkomst. De gebruiksovereenkomst kan in geen geval stilzwijgend vernieuwd worden.

De twee partijen kunnen deze overeenkomst opzeggen mits betekening van een vooropzeg van één maand per aangetekende brief.

Het niet naleven van de verplichtingen die voorzien zijn in deze overeenkomst heeft van rechtswege de ontbinding van het contract zonder vergoeding tot gevolg.

ARTIKEL 4: GEBRUIKERSVERGOEDING

Het dak wordt gratis ter beschikking gesteld.

Als tegenprestatie verbindt de gebruiker zich ertoe om:

- maximaal 5 dagen per jaar deel te nemen aan de ontwikkeling van bewustmakingsactiviteiten in het teken van 'de bij in de stad' uitgaande van de dienst Ruimtelijke Ordening – Leefmilieu;
- 10% van zijn honingooft te reserveren voor bewustmakingsactiviteiten;
- de dienst Ruimtelijke Ordening een driemaandelijks rapport te overhandigen over de activiteiten van de bijenkorf, waarin minstens de grote acties vermeld moeten worden die ondernomen werden tijdens de voorbije periode alsook de ingrepen die tijdens de volgende periode moeten uitgevoerd worden.

ARTIKEL 5: WAARBORG

Er wordt geen enkele waarborg gevraagd.

ARTIKEL 6: GEBRUIKSVOORWAARDEN - VOORSCHRIFTEN

- De gebruiker moet onmiddellijk elke adreswijziging meedelen aan de eigenaar.
- De gebruiker moet zich op regelmatige en continue basis bezighouden met zijn bijenkorf.
- De gebruiker zal met zachte bijensoorten zoals de Buckfast werken.
- De gebruiker moet de eigenaar op de hoogte brengen (of laten verwittigen) wanneer hij moeilijkheden (bijvoorbeeld gezondheidsredenen) ondervindt bij het beheren van zijn bijenkorf.
- De gebruiker moet het gedeelte van het dak dat hij gebruikt permanent proper houden.
- De gebruiker moet zelf al het geproduceerde afval van het dak verwijderen.
- De gebruiker krijgt toegang tot het dak tijdens de kantooruren (7.30-17.30 uur). In de volgende uitzonderlijke gevallen is het gebruiker echter toegestaan om het betreden buiten de kantooruren:
 - installatie van de bijenkorf;
 - regelmatig toezicht tijdens de zwermtijd;
 - de twee jaarlijkse oogsten;
 - andere uitzonderlijke situaties.

De eigenaar stelt een parkingbadge ter beschikking van gebruiker opdat hij toegang heeft tot het dak buiten de kantooruren. Deze kaart mag enkel gebruikt worden in de vermelde bijzondere gevallen. Een ongeoorloofd gebruik van deze badge kan een wijziging van de voorwaarden van deze overeenkomst tot gevolg hebben.

ARTIKEL 7: VERBODEN

Het is de gebruiker verboden om:

- lawaai te maken (radio, cassettes, muziekinstrumenten, enz.)

op een geluidsniveau dat de omwonenden en de ambtenaren van het gemeentehuis zou kunnen storen;

- andere constructies op te zetten dan de bijenkorf en een opbergkast voor materiaal;
- afval achter te laten op het dak;
- materialen te verzamelen op het dak die niets te maken hebben met het goede beheer van de bijenkorf.

ARTIKEL 9: ALGEMENE BEPALINGEN

De gebruiker ontlast de eigenaar uitdrukkelijk van alle verantwoordelijkheid in geval van ongevallen die zich zouden voordoen op de overgedragen ruimte, evenals in geval van diefstal, boevenstreken, of vandalisme waarvan hij het slachtoffer zou kunnen worden.

Bezoekers kunnen het verharde terrein dat gebruikt wordt voor de bijenkorven enkel op eigen verantwoordelijkheid betreden.

ARTIKEL 10: RECLAME

Alle reclame is verboden, behalve met specifieke toestemming van de eigenaar.

ARTIKEL 11: VERZEKERING

De gebruiker moet zich naar behoren laten verzekeren gedurende de volledige duur van de toelating, tegen de risico's die verbonden zijn met de uitgeoefende activiteit.

De gebruiker doet afstand van elk verhaal tegen de « eigenaar » voor alle mogelijke schade die hij zou kunnen ondervinden.

ARTIKEL 12: LEEFMILIEU-STEDENBOUW

De gebruiker verklaart ten allen tijde de geldende stedenbouwkundige voorschriften te zullen respecteren.

Bij tegenstrijdigheden tussen bepalingen van onderhavige overeenkomst en voormelde stedenbouwkundige voorschriften hebben deze laatste voorrang.

ARTIKEL 13: BEZETTING EN ONDERBEZETTING

Behoudens voorafgaandelijke schriftelijke toelating van de eigenaar is het de gebruiker uitdrukkelijk om de rechten die voortvloeien uit onderhavige toelating geheel of gedeeltelijk over te dragen.

Het college van burgemeester en schepenen en/of de gemeenteraad zullen beslissen over alle gevallen die niet voorzien zijn door onderhavige overeenkomst, na verhoor van de partij(en) ter zake.

Opgemaakt in viervoud, waarvan 1 exemplaar bedoeld voor registratie zal overgemaakt worden aan de gebruiker.

DE ONDERGETEKENDEN ENERZIJD :

In opdracht:
De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJD :

Pierre Boniver et Gérard Leriche

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

04.06.2012/A/010 **Élections communales du 14 octobre 2012- Fixation des taux des jetons de présence accordés aux membres des bureaux électoraux.**
Gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2012 - Vaststelling van het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de leden van de kiesbureaus.

Le Conseil communal,

Vu l'article 38, 1° du Code électoral communal bruxellois imposant aux communes le paiement des jetons de présence et indemnités de déplacement aux membres des bureaux électoraux, dans les conditions déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Vu l'article 20 du Code électoral communal bruxellois prévoyant que le montant du jeton de présence est fixé par le Conseil communal dans les limites fixées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans un arrêté.

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2006 fixant le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres des bureaux électoraux pour les élections communales;

Attendu que le paiement des jetons de présence entraînera une dépense d'environ 19.000,00 € à imputer à l'article budgétaire 104/123-02/02 (Élections-dépenses de fonctionnement) du budget ordinaire 2012;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Arrête :

Les taux des jetons de présence à allouer aux membres des bureaux électoraux pour les élections communales du 14 octobre 2012 sont fixés comme suit :

1. Bureau de vote :

	Montant maximum prévu par l'Arrêté du Gouvernement du 30 mars 2006	Montant proposé
Président :	90€	90€
Secrétaire :	85€	85€
Secrétaire adjoint :	85€	85€
Assesseeurs :	85€	80€

Par prestation pour une réunion préparatoire destinée à la formation des présidents des bureaux de vote : **30€**

2. Bureau principal :

	Montant maximum prévu par l'Arrêté du Gouvernement du 30 mars 2006	Montant proposé
Président :	150€	120€
Secrétaire :	120€	100€
Assesseeurs :	115€	85€

Par prestation pour les séances préliminaires du bureau principal, 8 séances au maximum:

	Montant maximum prévu par l'Arrêté du Gouvernement du 30 mars 2006	Montant proposé
Président :	80€	50€
Secrétaire :	70€	50€
Assesseeurs :	65€	45€

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op artikel 38,1° van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, staan de gemeenten in voor het presentiegeld en de vergoeding waarop de leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken, onder de voorwaarden bepaald door de regering;

gelet op artikel 20 van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek ontvangen de leden van de kiesbureaus presentiegeld. Het bedrag wordt door de gemeenteraad vastgesteld. Het mag niet hoger zijn dan het bedrag dat bepaald is bij besluit van de regering;

gelet op het besluit van 30 maart 2006 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en de reisvergoeding van de leden van de kiesbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen;

gelet op het feit dat het presentiegeld een uitgave bedraagt van ongeveer 19.000,00 €, die ingeboekt wordt op begrotingsartikel 104/123-02/02 (Verkiezingen – werkingsuitgave) van de gewone begroting van 2012;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen :

besluit :

het presentiegeld dat toegekend wordt aan de leden van de kiesbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2012 als volgt vast te leggen :

1. Kiesbureau :

	Maximum bedrag vastgelegd bij besluit van de regering van 30 maart 2006	Voorgesteld bedrag
Voorzitter :	90€	90€
Secretaris :	85€	85€
Adjunct secretaris :	85€	85€
Bijzitters :	85€	80€

Per aanwezigheid tijdens een vergadering ter voorbereiding van de vorming van de voorzitters van de kiesbureaus :

30€

2. Hoofdbureau :

	Maximumbedrag vastgelegd bij besluit van de regering van 30 maart 2006	Voorgesteld bedrag
Voorzitter :	150€	120€
Secretaris :	120€	100€
Bijzitters :	115€	85€

Per aanwezigheid voor de voorbereidende zittingen voor het hoofdbureau, met een maximum van 8 zittingen :

	Maximumbedrag vastgelegd bij besluit van de regering van 30 maart 2006	Voorgesteld bedrag
--	--	---------------------------

Voorzitter :	80€	50€
Secretaris :	70€	50€
Bijzitters :	65€	45€

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

04.06.2012/A/011 **Voirie - Renouvellement de divers trottoirs - Programme d'investissement 2012 - Choix du marché - Projet n° 5 du Programme Triennal d'Investissement - Demande de subsides.**
Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden - Investeringsprogramma 2012 - Keuze van de opdracht - Project n° 5 van het Driejaarlijks Investeringsprogramma - Toelagenaanvraag.

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 1.265.000 est inscrit à l'article 421/73112-60 du budget extraordinaire de 2012 en vue de la réalisation de travaux de voirie ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le renouvellement de divers trottoirs, à savoir celui des rues de Theux, Père Eudore Devroye et Félix Terlinden pour un montant total estimé à € 420.000,00, TVAC.

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/VV/2012/08 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe de l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier, d'un plan de sécurité et de santé ;

Attendu que les subventions régionales seront sollicitées pour la

présente entreprise et ce dans le cadre de la dotation triennale d'investissement 2010 - 2012 ;

Vu l'article 22 § 1-5° de l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'article 22 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides et la nature des pièces justificatives ;

Attendu que conformément à ces deux articles de loi, le demandeur doit, d'une part, établir un programme d'entretien chiffré portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des travaux et, d'autre part, s'engager à ne pas aliéner et ne pas modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi de subsides;

DECIDE

- de procéder aux travaux de renouvellement des trottoirs des rues de Theux, Père Eudore Devroye et Félix Terlinden;
- d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché ;
- d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/VV/2012/08 ;
- de fixer le montant de l'estimation totale à € 420.000,00 TVAC ;
- d'introduire une demande de subsides auprès des autorités compétentes et ce dans le cadre du programme triennal d'investissement 2010 - 2012 ;
- de s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner et ne pas modifier l'affectation des trottoirs en question, pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside;
- d'approuver le programme d'entretien sur cinq ans des travaux tel qu'il figure ci-après :

ANNEES BUDGETAIRES	PREVISION BUDGETAIRE	OBSERVATION
2012	-----	ADJUDICATION DES TRAVAUX
2013	-----	REALISATION DES TRAVAUX
2014	-----	DELAI DE GARANTIE 3ANS
2015	-----	RECEPTION DEFINITIVE
2016	€ 10.000	ENTRETIEN LINEAIRE
2017	€ 10.000	ENTRETIEN LINEAIRE
2018	€ 15.000	ENTRETIEN LINEAIRE
2019	€ 18.000	ENTRETIEN LINEAIRE
2020	€ 18.000	ENTRETIEN LINEAIRE

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle et au Pouvoir Subsidiant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 1.265.000,00 werd ingeschreven op artikel 421/73112-60 van de buitengewone begroting van 2012 voor de uitvoering van de wegenwerken;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vernieuwing voorziet van verschillende voetpaden, te weten deze van de Theuxstraat, Pater Eudore Devroyestraat en Felix Terlindenstraat voor een geschat bedrag van € 420.000,00, BTW inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek nr. TP/VV/2012/08;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan;

Aangezien dat de gewestelijke toelagen zullen worden aangevraagd voor deze onderneming en dit in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2010 - 2012;

Gezien artikel 22 § 1-5° van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gezien artikel 22 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke

Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie en van de aard van de bewijsstukken;

Overwegende dat in overeenstemming met deze twee wetartikels, de aanvrager, enerzijds, een gecijferd onderhoudsprogramma moet opstellen voor de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering van de werken en, anderzijds, zich moet verbinden het goed gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen;.

BESILST

- over te gaan tot de vernieuwing van de voetpaden van de Theuxstraat, Pater Eudore Devroyestraat en Felix Terlindenstraat
- de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
- het bijzonder bestek nr. TP/VV/2012/08 goed te keuren;
- de totale raming der werken vast te stellen op € 420.00,00, BTW inbegrepen;
- een toelagenaanvraag bij de bevoegde Overheid in te dienen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2010 - 2012;
- zich op erewoord te verbinden bovenvermelde voetpaden, gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen;
- het vijfjarig onderhoudsprogramma der werken goed te keuren zoals het volgt :

BEGROTINGSJAAR	BEGROTINGSVVORUITZICHT	OPMERKING
2012	-----	AANBESTEDING DER WERKEN
2013	-----	UITVOERING DER WERKEN
2014	-----	WAARBORGTERMIJN 3JAREN
2015	-----	DEFINITIEVE OPLEVERING
2016	€ 10.000	LINEAIR ONDERHOUD
2017	€ 10.000	LINEAIR ONDERHOUD
2018	€ 15.000	LINEAIR ONDERHOUD
2019	€ 18.000	LINEAIR ONDERHOUD
2020	€ 18.000	LINEAIR ONDERHOUD

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid en de Subsidiërende Overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

04.06.2012/A/012 **Administration communale - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving**

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 - 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 67.000,00, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 29 mars 2012

Objet : Marché d'étude pour la définition des besoins spatiaux en vue de l'aménagement optimal des espaces su nouveau complexe administratif

Estimation de la dépense : € 81.070,00, TVA comprise

Article budgétaire : 104/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 29 mars 2012

Objet : Recours à un tiers spécialisé en techniques spéciales pour l'aspect ventilation mécanique du marché relatif à la construction d'un petit atelier de mécanique à l'Institut Technique Ernest Richard

Estimation de la dépense : € 1.150,00, TVA comprise

Article budgétaire : 124/74712-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 29 mars 2012

Objet : Travaux dans divers établissement d'enseignement primaire - Fourniture de matériaux destinés à la Mission Locale d'Etterbeek

Estimation de la dépense : € 24.993,70, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 19 avril 2012

Objet : Economat - Achat de deux congélateurs bahuts

Estimation de la dépense : € 929,38, TVA comprise

Article budgétaire : 135/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 19 avril 2012

Objet : Renouvellement de la toiture plateforme (aile Hap) de l'Institut Technique Ernest Richard I

Estimation de la dépense : € 60.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 735/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 19 avril 2012

Objet : Réparation diverses dans les propriétés communales

Estimation de la dépense : € 25.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 124/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 19 avril 2012

Objet : Acquisition d'un appareil de désherbage thermique à main pour le service des plantations

Estimation de la dépense : € 15.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 766/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 19 avril 2012

Objet : Etablissement de certifications PEB pour les bâtiments communaux de plus de 1000 m²

Estimation de la dépense : € 1.887,60, TVA comprise

Article budgétaire : 124/74712-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 19 avril 2012

Objet : Remise en état partielle de l'installation à air chaud du préau et de la salle de gymnastique de l'Institut Technique Ernest Richard I

Estimation de la dépense : € 7.758,46, TVA comprise

Article budgétaire : 735/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 3 mai 2012

Objet : Administration générale - Acquisition de logiciels complémentaires pour les modules de gestion PHENIX et SAPHIR

Estimation de la dépense : € 15.450,00, TVA comprise

Article budgétaire : 104/74212-53 du budget extraordinaire de 2012

Date : 3 mai 2012

Objet : Ateliers Toby - Installation d'une nouvelle régulation de chauffage

Estimation de la dépense : € 10.741,39, TVA comprise (subsidiable à 75 %)

Article budgétaire : 137/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 3 mai 2012

Objet : Acquisition de panneaux électoraux

Estimation de la dépense : € 14.651,00, TVA comprise

Article budgétaire : 425/74112-52 du budget extraordinaire de 2012

Date : 10 mai 2012

Objet : Etablissement d'un état des lieux des bassins d'apprentissage aux écoles "Paradis des Enfants" et "Claire-Joie"

Estimation de la dépense : € 8.392,56, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 10 mai 2012

Objet : Service de l'information - Acquisition d'une desserte à

roulettes

Estimation de la dépense : € 350,00, TVA comprise

Article budgétaire : 133/74412-98 du budget extraordinaire de 2012

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.
Contenu vide

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 67.000,00, B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 29 maart 2012

Onderwerp: Studieopdracht voor de bepaling van de ruimtelijke behoeften voor de optimale ruimtelijke inrichting van het nieuw administratief complex

Raming van de uitgave: € 81.070,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 29 maart 2012

Onderwerp: Beroep op een derde gespecialiseerd in bijzondere technieken voor het aspect mechanische ventilatie van de opdracht betreffende de bouw van een klein mechanisch atelier in het "Institut Technique Ernest Richard"

Raming van de uitgave: € 1.150,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/74712-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 19 april 2012

Onderwerp: Werken in verschillende instellingen van het lager

onderwijs - Levering van materialen voor de Lokale Cohesie van Etterbeek
Raming van de uitgave: € 24.993,70, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 722/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 19 april 2012
Onderwerp: Economaat - Aankoop van twee diepvrieskasten
Raming van de uitgave: € 929,38, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 135/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 19 april 2012
Onderwerp: Vernieuwing van het platdak (Hap vleugel) van het "Institut Technique Ernest Richard I"
Raming van de uitgave: € 60.000,00, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 735/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 19 april 2012
Onderwerp: Verschillende herstellingen in de gemeentelijke gebouwen
Raming van de uitgave: € 25.000,00, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 124/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 19 april 2012
Onderwerp: Aankoop van een thermische handonkruidwieder voor de dienst beplantingen
Raming van de uitgave: € 15.000,00, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 766/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 19 april 2012
Onderwerp: Opstellen van Energieprestatiecertificaten voor de gemeentelijke gebouwen van meer dan 1000 m²
Raming van de uitgave: € 1.887,60, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 124/74712-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 19 april 2012
Onderwerp: Gedeeltelijke herstelling van de warme lucht installatie van de overdekte speelplaats en de turnzaal van het "Institut Technique Ernest Richard I"
Raming van de uitgave: € 7.758,46, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 735/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 3 mei 2012
Onderwerp: Algemeen bestuur - Aankoop van bijkomende software voor de beheermodules PHENIX en SAPHIR
Raming van de uitgave: € 15.450,00, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 104/74212-53 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 3 mei 2012
Onderwerp: Toby ateliers - Installatie van een nieuwe verwarmingsregeling

Raming van de uitgave: € 10.741,39, BTW inbegrepen (75 % subsidieerbaar)
Begrotingsartikel: 137/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 3 mei 2012
Onderwerp: Aankoop van verkiezingspanelen
Raming van de uitgave: € 14.651,00, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 425/74112-52 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 10 mei 2012
Onderwerp: Opstellen van een plaatsbeschrijving voor de instructiebaden van de scholen "Paradis des Enfants" en "Claire-Joie"
Raming van de uitgave: € 8.392,56, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 722/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 10 mei 2012
Onderwerp: Informatiedienst - Aankoop van een diensttafel met wieltjes
Raming van de uitgave: € 350,00, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 133/74412-98 van de buitengewone begroting van 2012

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.
Lege inhoud

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

04.06.2012/A/013 **Interpellation de M. André du BUS de WARNAFFE relative à la demande de clarification de l'utilisation des services A.L.E. dans le cadre de la distribution du " Journal d'Etterbeek".**
Intereppaltie van de heer André du BUS de WARNAFFE betreffende een aanvraag om toelichting over het gebruik van de diensten P.W.A. in het kader van de distributie van de " Journal d'Etterbeek ".

Monsieur le Bourgmestre,

Les services qu'assure l'ALE doivent rester accessibles à tous.
D'après nos informations, « Le Journal d'Etterbeek », mensuel local et indépendant d'information, fait appel aux services de l'ALE pour assurer sa distribution.

Cependant peut-on considérer que le caractère indépendant du journal est préservé dès lors que la distribution est assurée par des personnes qui endossent un survêtement jaune sur lequel il est

écrit « administration communale » et qui, de surcroît, lorsqu'on leur pose la question de savoir si cette distribution est assurée par la Commune, ils répondent (erronément?) par l'affirmative ?

Dans ces conditions, « Le Journal d'Etterbeek » perd, aux yeux des habitants qui constatent cette distribution, tout caractère d'indépendance au profit d'un magazine complètement associé au pouvoir local. Ce qui, chacun le sait, n'est manifestement pas le cas. Malheureusement, distribué par des personnes qui affichent, à tort ou à raison, leur lien à l'administration communale, ce journal devient une sorte de moniteur local.

Mes questions portent sur les éléments suivants :

Le Collège est-il au courant de cette pratique ? La confirme-t-il ?

Le Collège cautionne-t-il ce modus operandi ? Ou estime-t-il qu'il s'agit d'une erreur qu'il convient de corriger ?

Le cas échéant le Collège interviendra-t-il auprès de l'ALE d'Etterbeek pour faire cesser cette pratique ?

Je vous remercie pour votre réponse,

André du Bus

Monsieur le Bourgmestre donne la parole Monsieur Van Bockstal:

Nous confirmons que les services de l'A.L.E. sont utilisés tant par des pouvoirs publics que par des a.s.b.l. ou des particuliers. Il renouvelle sa confiance dans cet organisme, qui met au travail des personnes fragilisées, ai si que dans le personnel de l'A.L.E. lui-même. En ce qui concerne le problème particulier de la distribution en survêtement de la commune, il s'avère en fait que c'est une personne qui avait reçu ce survêtement lors d'une manifestation communale, bien auparavant. N'ayant pas eu conscience du problème que cela pouvait causer, cette personne a accepté bien volontiers de ne plus le mettre.

Le Conseil prend connaissance: l'interpellation est entendue.

Mijnheer de burgemeester,

De diensten van het PWA moeten toegankelijk zijn voor iedereen. Volgens onze informatie doet het lokaal en onafhankelijk maandelijks infoblad Journal d'Etterbeek een beroep op de diensten van het PWA om het infoblad te verdelen.

Kunnen we echter stellen dat het onafhankelijk karakter van de krant gevrijwaard wordt, aangezien ze verdeeld wordt door mensen

die gekleed zijn in een gele overall met het opschrift 'gemeentebestuur' en die bovendien, op de vraag of de verdeling uitgevoerd wordt door de gemeente, antwoorden dat dit het geval is?

In deze omstandigheden verliest het 'Journal d'Etterbeek' elk onafhankelijk karakter in de ogen van de inwoners die deze verdeling vaststellen, en wordt het volledig geassocieerd met de lokale overheid. Iedereen weet echter dat dit allesbehalve het geval is. Doordat het verdeeld wordt door personen die verkeerdelijk of met reden hun band met de gemeente tonen wordt dit krantje een soort lokaal staatsblad.

Ik heb de volgende vragen:

Is het college op de hoogte van deze praktijk? Bevestigt het college deze praktijk?

Staat het college deze werkwijze toe? Of is het van mening dat het een fout betreft die rechtgezet moet worden?

Zal het college indien nodig het PWA opdragen deze praktijken stop te zetten?

Dank bij voorbaar voor uw antwoord,

André du Bus

Mijnheer de burgemeester geeft het woordt aan mijnheer Van Bockstal:

Wij bevestigen dat zowel de overheid als vzw's of particulieren een beroep kunnen doen op het PWA. Hij onderstreept zijn vertrouwen in deze instantie, die maatschappelijk kwetsbare personen werkgelegenheid biedt, evenals in het personeel van het PWA zelf. Wat de kwestie met de overall van de gemeente betreft, hier blijkt het te gaan om iemand die deze overall al een hele tijd voordien ontvangen had op een evenement van de gemeente. Aangezien hij zich niet bewust was van het probleem dat dit zou kunnen veroorzaken stemde hij er graag mee in om hem niet meer aan te doen.

De Raad neemt kennis: de interpellatie is gehoord.

l'évaluation du projet communal de santé soutenu par la F.W.B. et, plus particulièrement de l'opération " portes ouvertes dans les établissements hospitaliers d'Etterbeek ", et dépôt d'un nouveau projet.
Interpellatie van de heer André du BUS de WARNAFFE betreffende de evaluatie van het gemeentelijke gezondheidsproject ondersteund door de F.W.B. en voornamelijk de actie " opendeurdag in de etterbeekse ziekenhuizen ", en indiening van een nieuw project.

Monsieur le Bourgmestre,

En 2010, la Fédération Wallonie Bruxelles lançait un appel à projet aux communes les incitant à investir dans la promotion de la santé au niveau communal. Le projet d'Etterbeek qui consistait à organiser des tables rondes autour de quatre thèmes avait été retenu. Pour mémoire les quatre thèmes portaient sur le rôle de la commune en matière de prévention, les perspectives de partenariat entre la commune et les acteurs locaux de la santé, la réduction des inégalités sociales de santé en partenariat avec le CPAS et la problématique de santé à l'égard des personnes âgées.

Un an et demi plus tard, pouvez-vous nous donner des éléments d'évaluation de ce projet ou, à tout le moins d'état d'avancement de la déclinaison de ce projet autour des quatre thèmes annoncés.

Dans le cadre du thème relatif au partenariat avec les acteurs locaux de la santé, la Commune a récemment donné l'occasion à tous les Etterbeekois de découvrir les institutions hospitalières installées sur le territoire communal et, le cas échéant en fonction des types de services, de bénéficier d'examen de contrôle de santé.

Un mois après la tenue de cette initiative, pouvez-vous fournir des éléments relatifs au succès de cette opération, à l'impact auprès de la population, aux modalités précises du partenariat avec les institutions de soins.

Pratiquement :

- Combien de temps a-t-il fallu pour préparer l'opération : date des premiers contacts avec les établissements de soins
- Combien de personnes se sont présentées (avec, si possible, une estimation du nombre par établissement) ?
- Quel a été le coût de cette opération (préparation et promotion via le courrier adressé aux habitants) ?
- Quel a été le nombre de personnes mobilisées (par établissement de soins) pour assurer le service d'accueil et de permanence ?
- Un suivi (une évaluation) est-il prévu avec les établissements qui ont participé à cette opération ?
- Une information (feedback) est-elle prévue auprès de la population ? Si oui, à quel moment ?

Enfin, la Ministre de la santé de la FWB ayant arrêté la date du 14 septembre comme échéance du dépôt des prochains projets communaux de santé, quel est le projet que la Commune a l'intention de déposer à cette fin ?

Je vous remercie pour votre attention,

André du Bus

Monsieur le Bourgmestre répond ce qui suit:

Question : la Ministre de la santé a arrêté la date du 14 septembre comme échéance du dépôt des prochains projets communaux de santé, quel est le projet que la commune a l'intention de déposer à cette fin?

Le service communal de la santé a contacté en date du 1^{er} juin 2012 la Direction générale de la promotion de la santé de FWB afin de savoir si un nouvel appel à projet pour 2012 allait être envoyé aux communes car nous n'avons à ce jour reçu aucun courrier officiel nous confirmant qu'un appel à projet santé pour 2012 verrait le jour. Il faudrait également connaître les thématiques « santé » retenues avant de se prononcer.

Ayant déposé un projet en 2010 et 2011, notre commune étudiera avec soin les conditions de l'éventuel appel à projet 2012.

Le service veut répondre aux demandes de proximité exprimées par la population.

Combien de temps a-t-il fallu pour préparer l'opération « portes ouvertes dans les hôpitaux d'Etterbeek »

: dates des premiers contacts avec les établissements de soins ?

Réponse : la première réunion de travail eut lieu le 16 novembre 2011.

Combien de personnes se sont présentées (avec, si possible, une estimation du nombre par établissement) ?

Réponse : Clinique Saint-Michel (+/- 100 personnes), Baron Lambert (+/- 100 personnes), Clinique du Parc Léopold (+/- 50 personnes). (attente de chiffres définitifs)

Quel a été le coût de cette opération (préparation et promotion via le courrier adressé aux habitants) ?

Il est important de signaler que les 3 hôpitaux etterbeekois qui participèrent à la journée-portes ouvertes l'ont fait à titre gratuit. Ces derniers ont donc pris à leur charge les coûts de mise à

disposition du personnel (médecins présents) ainsi que les tests de dépistage qui furent gratuits ou proposés au tarif INAMI. En ce qui concerne les frais pris en charge par notre commune, ceux-ci se sont résumés en fait essentiellement à la publicité de l'événement.

a) confection en 3.000 exemplaires d'une de la brochure reprenant le programme complet de la journée : 1.769,02€

b) achat de 10 bâches de 3m sur 1m à placer aux endroits stratégiques de la communes ainsi que sur les façades des 3 hôpitaux afin d'assurer la visibilité et publicité de l'événement : 980,00€.

Saint Michel et Baron Lambert sont ressentis comme hôpitaux de proximité ; Parc Léopold plutôt comme hôpital de spécialisation.

-Quel a été le nombre de personnes mobilisées (par établissement de soins) pour assurer le service d'accueil et de permanence ?

a) Clinique Saint- Michel (9 médecins, 1 directeur + 2 fonctionnaires communaux dont 1 steward chargé d'assurer une mission de gardiennage/sécurité).

b) Baron Lambert (11 médecins, 1 personne pour l'accueil, 1 directeur logistique + 4 fonctionnaires communaux (dont 3 stewards chargés d'assurer une mission de gardiennage/sécurité). c) Clinique du Parc Léopold (5 médecins, 1 directeur médical, 1 responsable communication, 1 responsable logistique + 2 fonctionnaires communaux dont 1 steward chargé d'assurer une mission de gardiennage/sécurité + quelques bénévoles supplémentaires).

Un suivi (une évaluation) est-il prévu avec les établissements qui ont participé à cette opération ?

Une réunion d'évaluation avec les 3 hôpitaux est prévue dans le courant du mois de juin 2012.

Une information (feedback) est-elle prévue auprès de la population ? Si oui, à quel moment ?

Après la réunion d'évaluation du projet avec les 3 hôpitaux, nous déciderons si un tel feed-back sera organisé, et si une deuxième édition de la journée portes-ouvertes dans les hôpitaux d'Etterbeek est envisageable et nous communiquerons vers la population.

Nous signalons enfin que notre commune a reçu un subside de 6.782,00 € pour organiser cet événement en 2012 ainsi que la mise en place d'une campagne de promotion de l'alimentation saine auprès des jeunes, des personnes âgées ainsi que des personnes émergeant au CPAS.

Nous avons élaboré, avec un médecin nutritionniste etterbeekoïse, un outil d'éducation à l'alimentation saine.

On voudrait aussi travailler sur l'alimentation saine dans les écoles (collations,...).

Monsieur le Bourgmestre cède la parole à Monsieur du BUS de

Warnaffe :

Il est difficile d'évaluer la pertinence d'une telle opération quand il s'agit d'un one-shot. Il faudrait trois ou quatre opérations comme celle-là. La population pourra mieux s'inscrire dans la durée. Certaines personnes n'étaient sans doute pas au courant (peu de monde dans certains services, décevant pour les bénévoles). Madame Bertieaux souligne renouvellement de cette démarche fera l'objet d'une prochaine.

Par ailleurs M. du BUS de Warnaffe reprend qu'il est regrettable que la Maison médicale rue du Maelbeek ne soit pas reprise, car il s'agit d'un institution particulière ; ces derniers ont été contactés et ont estimé qu'il s'agissait d'une démarche trop compliquée ; elle pourrait être reprise dans une prochaine édition.

Le Conseil prend connaissance: l'interpellation est entendue.

Mijnheer de burgemeester,

In 2010 organiseerde de federatie Wallonië-Brussel een ontwerpenwedstrijd voor gemeenten om hen aan te sporen te investeren in de bevordering van gezondheid op gemeentelijk niveau. Het ontwerp van Etterbeet, dat bestond uit het organiseren van ronde tafels rond vier thema's, werd toen geselecteerd. Deze vier thema's hadden elk betrekking op de rol van de gemeente op het vlak van preventie, mogelijke partnerschappen tussen de gemeente en de lokale gezondheidswerkers, de beperking van sociale ongelijkheid in samenwerking met het OCMW en de gezondheidsproblematiek ten overstaan van ouderen.

Zou u ons nu, anderhalf jaar later, kunnen meedelen hoe dit project geëvalueerd werd of minstens kunnen zeggen hoever de uitwerking van dit project rond de vier aangekondigde thema's gevorderd is?

In het kader van het thema betreffende het partnerschap met de lokale gezondheidswerkers heeft de gemeente onlangs alle Etterbekenaars de gelegenheid geboden om de hospitaalinstellingen op het gemeentelijk grondgebied te ontdekken en om afhankelijk van de soorten diensten die ze aanbieden, hun gezondheid te laten screenen.

Zou u ons nu, een maand na de organisatie van het evenement, informatie kunnen geven over het succes ervan, over de impact bij de bevolking en over de precieze wijze van samenwerking met de gezondheidsinstellingen?

Praktisch:

-Hoeveel tijd heeft de voorbereiding van het evenement in beslag genomen: datum van de eerste contacten met de

gezondheidsinstellingen.

- Hoeveel personen zijn komen opdagen (met, indien mogelijk een schatting van het aantal personen per instelling) ?
- Hoeveel heeft het evenement gekost (voorbereiding en promotie van het evenement bij de inwoners via de post)?
- Hoeveel personen werden er ingezet (per gezondheidsinstelling om de opvang en permanentie te verzorgen)?
- Wordt er in een opvolging (een evaluatie) voorzien met de instellingen die deelgenomen hebben aan dit evenement?
- Krijgen de inwoners hierover nog een mededeling? Zo ja, wanneer?

De minister van Gezondheid van de FWB heeft 14 september vastgelegd als uiterste datum voor het indienen van de volgende gemeentelijke gezondheidsprojecten. Welk project wil de gemeente hiervoor indienen?

Ik dank u voor uw aandacht,

André du Bus

Mijnheer de burgemeester antwoordt als volgt:

Vraag: De minister van Gezondheid heeft 14 september vastgelegd als uiterste datum waarop de volgende gezondheidsprojecten ingediend moeten worden. Welk project wil de gemeente hiervoor indienen?

De gemeentelijke dienst Gezondheid heeft op 1 juni 2012 contact opgenomen met de Direction générale de la promotion de la santé van de FWB om te weten of er voor 2012 een nieuwe projectoproep gedaan zou worden aan de gemeenten, want tot op vandaag hebben wij geen enkele officiële brief ontvangen waarin bevestigd wordt dat er in 2012 een projectoproep gedaan wordt.

We moeten ook de gezondheidsthema's kennen voordat we ons hierover uitspreken. Aangezien we ook een project indienden in 2010 en 2011 zal onze gemeente de voorwaarde van een eventuele projectoproep voor 2012 zorgvuldig bestuderen.

De dienst wil ingaan op de vragen van de bevolking voor meer buurtwerking.

Hoeveel tijd heeft de voorbereiding van het evenement «opendeurdagen in de Etterbeekse ziekenhuizen» in beslag genomen: datum van de eerste contacten met de

gezondheidsinstellingen.

Antwoord: de eerste werkvergadering vond plaats op 16 november 2011.

Hoeveel personen zijn komen opdagen (met, indien mogelijk een schatting van het aantal personen per instelling) ?

Antwoord: St-Michelziekenhuis (+/- 100 bezoekers), Baron Lambert (+/- 100 bezoekers), Park Leopold Ziekenhuis (+/- 50 bezoekers). (in afwachting van definitieve cijfers)

Hoeveel heeft het evenement gekost (voorbereiding en promotie van het evenement bij de inwoners via de post)?

Er moet op gewezen worden dat de drie Etterbeekse ziekenhuizen die deelgenomen hebben aan de opendeurdag dit kosteloos gedaan hebben. Zij hebben dus de kosten voor het ter beschikking stellen van personeel (aanwezige artsen) op zich genomen, net als de screenings, die gratis waren of aangeboden werden tegen RIZIV-tarief.

Wat de kosten van de gemeente betreft, deze zijn beperkt gebleven tot de publiciteit voor het evenement.

- a) opmaak van een brochure met het volledige programma van de opendeurdag, gedrukt in 3000 exemplaren: € 1769,02.*
- b) aankoop van 10 spandoeken van 3 m op 1 m voor installatie op strategische plaatsen in de gemeente en op de gevels van de drie ziekenhuizen om het evenement voldoende zichtbaarheid en reclame te geven: € 980,00.*

Saint Michel en Baron Lambert worden beschouwd als buurtziekenhuizen: Park Leopold wordt eerder gezien als gespecialiseerde kliniek.

Hoeveel personen werden er ingezet (per gezondheidsinstelling om de opvang en permanentie te verzorgen)?

- a) St-Michelziekenhuis (9 artsen, 1 directeur + 2 gemeenteambtenaren, waaronder een steward voor een bewakings/veiligheidsopdracht).*
- b) Baron Lambert (11 artsen, 1 persoon voor het onthaal, 1 logistiek directeur + 4 gemeenteambtenaren (waaronder drie stewards belast met een bewakings/veiligheidsopdracht). c) Park Leopold Ziekenhuis (vijf artsen, 1 medisch directeur, 1 communicatieverantwoordelijke, 1 logistiek verantwoordelijke + twee gemeenteambtenaren waarvan een steward belast met een bewakings/veiligheidsopdracht + enkele bijkomende vrijwilligers).*

Wordt er in een opvolging (een evaluatie) voorzien met de

instellingen die deelgenomen hebben aan dit evenement?

Er is een evaluatievergadering gepland samen met de drie ziekenhuizen in de loop van de maand juni 2012.

Krijgen de inwoners hierover nog een mededeling? Zo ja, wanneer?

Na de vergadering voor de evaluatie van het project met de drie ziekenhuizen zullen we beslissen of er feedback geleverd wordt en of we een tweede editie van de opendeurdag in de Etterbeekse ziekenhuizen zouden organiseren. Dit zal worden meegedeeld aan de bevolking.

Tot slot melden we nog dat onze gemeente een subsidie van € 6.782,00 ontvangen heeft om dit evenement te organiseren in 2012 en een campagne op te zetten rond gezonde voeding voor jongeren, ouderen en personen die steun ontvangen van het OCMW.

Samen met een Etterbeekse voedingsarts hebben we een opleidingstool rond gezonde voeding uitgewerkt.

We zouden ook rond gezonde voeding willen werken in de scholen (tussendoortjes).

Mijnheer de burgemeester geeft het woord aan de heer du BUS de Warnaffe:

Het is mogelijk om de relevantie van zo'n operatie in te schatten wanneer het om een eenmalig evenement gaat. Er zouden drie of vier van dergelijke operaties georganiseerd moeten worden. Over een langere periode zal er hiermee een grote publiek bereikt worden. Sommige personen waren ongetwijfeld niet op de hoogte (weinig volk in bepaalde afdelingen, wat teleurstellend was voor de vrijwilligers).

Mevrouw Bertieaux benadrukt dat een herhaling van dit initiatief het voorwerp zal uitmaken van een volgende.

De heer du BUS de Warnaffe herhaalt dat het te betreuren valt dat het Maison médicale rue du Maelbeek niet betrokken werd, omdat het om een bijzondere instelling gaat: er is contact opgenomen met hen, maar ze meenden dat het om een te ingewikkelde procedure ging; ze zou tijdens een volgende editie opgenomen kunnen worden tijdens een volgende editie.

De Raad neemt kennis: de interpellatie is gehoord.

Didier van Eyll quitte la séance

Kathy Mottet quitte la séance

Didier van Eyll verlaat de zitting

Kathy Mottet verlaat de zitting

04.06.2012/A/015 **Communications.**

Mededelingen.

Le Conseil est informé. Le vote sur l'urgence est adopté par 23 oui, 0 non et 3 abstentions.

26 votants : 23 votes positifs, 3 abstentions.

De Raad wordt geïnformeerd. De stemming op de urgentie is goedgekeurd door 23 ja-stemmen, 0 neen-stemmen en 3 onthoudingen.

26 stemmers : 23 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

André du Bus de Warnaffe quitte la séance

Viviane Scholliers quitte la séance

André du Bus de Warnaffe verlaat de zitting

Viviane Scholliers verlaat de zitting

SEANCE HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

04.06.2012/A/016 **Personnel administratif – Remplacement d’un secrétaire administratif en interruption de carrière à temps plein – Désignation, à titre temporaire, d’un secrétaire d’administration à temps plein – Fixation du traitement – Prorogation – Entérinement (M. Yasin TATOU).
Administratief personeel – Vervanging van een administratief secretaris in volledige loopbaanonderbreking – Aanstelling van een bestuurssecretaris in tijdelijk verband – Vaststelling van de wedde - Verlenging - Bekrachtiging.**

Le Conseil communal,

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 03/05/2012 autorisant Mme Marie-France DEGUELDRE, secrétaire administratif, à proroger son interrompre sa carrière à temps plein, du 26/05/2012 au 25/05/2013 ;

Vu sa délibération du 27/06/2011(réf. 27.06.2011/A/039), portant désignation de M. Yasin TATOU, en qualité de secrétaire d’administration, à temps plein, à titre temporaire, pour la période du 01/07/2011 au 25/05/2012, en remplacement de Mme Marie-France DEGUELDRE, secrétaire administratif, en interruption de carrière à temps plein ;

Considérant qu’il convient d’assurer la continuité et le bon fonctionnement des services de l’administration communale ;

Considérant que M. Yasin TATOU donne entière satisfaction au pouvoir communal dans l’accomplissement des tâches qui lui sont confiées ; qu’il convient, dès lors, de proroger sa désignation, en qualité de secrétaire d’administration temporaire, à temps plein, durant la prorogation de l’interruption de carrière à temps plein de Mme Marie-France DEGUELDRE, secrétaire administratif ;

Vu les lois coordonnées du 18/07/1966 sur l’emploi des langues en matière administrative ;

Considérant que les services ACTIRIS ont été consultés

Considérant que le bilinguisme est assuré dans le service ;

Considérant que l'intéressé s'engage à suivre une formation linguistique et à présenter l'examen du Selor ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

-la désignation de M. Yasin TATOU, né à Etterbeek le 29/09/1986, de nationalité belge, en qualité de secrétaire d'administration, à titre temporaire, à temps plein, en remplacement de Mme Marie-France DEGUELDRE, secrétaire administratif, en interruption de carrière à temps plein, est prorogée du 26/05/2012 au 25/05/2013;

-la désignation ci-avant prendra fin à la fin de la période indiquée (sans préavis ni indemnités) et, en tout état de cause, en cas de reprise anticipée de sa fonction par la titulaire, à la date de ladite reprise ;

FIXE :

le traitement de l'intéressé, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

-budget 2012 – article 832/111/05

-€ 21 494,54 (traitement annuel à 100 % - indice 138,01).

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur, à M. le Receveur communal, aux services « Animation » et « Gestion des Ressources Humaines » et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/017 **Pension communale - Octroi d'une pension de retraite pour inaptitude physique à Madame Isabelle JACQUES, puéricultrice - Fixation du montant au 1er juin 2012. Gemeentelijk pensioen - Toekenning van een rustpensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid aan Mevrouw Isabelle JACQUES, kinderverzorgster - Vaststelling van het bedrag op 1 juni 2012.**

Le Conseil communal,

Vu la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et

ecclésiastiques ;

Considérant que Madame Isabelle JACQUES, puéricultrice, a été déclarée définitivement inapte à l'exercice normal et régulier de ses fonctions, sur base d'un rapport du médecin dirigeant le Service de Santé administratif, notifié à l'intéressée le 9 mai 2011, mais néanmoins apte à exercer d'autres fonctions à déterminer par l'employeur ;

Attendu que l'intéressée ne s'est pas opposé à cette décision ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974 et 30 novembre 1978 relatives aux régimes de pensions applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/1980, par la loi programme 1981 du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses ;

Vu l'article 156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'à la date du 9 mai 2012, aucune réaffectation de l'intéressée n'est intervenue ; qu'en application de l'article 86 § 2 al. 2 de la loi du 15 mai 1984, une pension d'inaptitude physique doit lui être accordée d'office à partir du 1^{er} juin 2012 ;

Considérant que l'intéressée a travaillé à l'Administration communale d'Etterbeek du 12 juillet 1999 au 31 mai 2012 ;

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite pour inaptitude physique est de 12 ans 3 mois et 26 jours et que le traitement à prendre en considération est de 16.757,67 € (traitement moyen des dix dernières années) ;

Vu la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses ;

DECIDE

ARTICLE 1

Madame Isabelle JACQUES, puéricultrice, est mise à la retraite pour inaptitude physique à partir du 1^{er} juin 2012.

ARTICLE 2

A partir du 1^{er} juin 2012, il lui est alloué, à l'indice 138,01, une pension de retraite nominale fixée annuellement à 3.441,84 € (voir détails en annexe) et un complément minimum garanti de 6.159,16 € ;

ARTICLE 3

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

ARTICLE 4

L'intéressée est tenue de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek, l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu, toute modification d'état civil et de domicile, ainsi que tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

ARTICLE 5

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et à Mr le Receveur .

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/018 **Enseignement ordinaire communal - Nomination à titre définitif d'une institutrice maternelle. (Mme Joanne DUTRY)**
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Benoeming in vast verband van een kleuteronderwijzeres.

Le Conseil,
Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné et plus précisément son chapitre III section 3 relatif aux conditions de nomination dans les fonctions de recrutement;
Vu que l'emploi de Madame Isabelle VERHEYDEN a été déclaré vacant durant l'année scolaire 2011-2012;
Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;
Considérant que Madame Joanne DUTRY est en fonction au sein du

pouvoir organisateur depuis le 12 mars 2007;
Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;
Considérant que Madame Joanne DUTRY répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;
Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6/06/1994 précité ;
Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100, 145 et 149 relatif à la nomination du personnel enseignant;

NOMME

En qualité d'institutrice maternelle, à titre définitif, au sein de l'école communale « Claire Joie » Madame Joanne DUTRY née à Charleroi, le 15/06/1979 munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Albert Jacquard de Namur, en juin 2011 - régime linguistique français ;
L'intéressée est chargée, à titre définitif, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) à partir du 01/04/2012.

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/019 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Octroi d'un congé pour une interruption complète de carrière professionnelle à un professeur de mécanique (M. Philippe LOBBE)**
Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - Toekenning van een volledige loopbaanonderbreking aan een leraar mechanica.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du 17 mars 2008, portant nomination, à titre définitif de Monsieur Philippe LOBBE en qualité de professeur de mécanique au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard » avec effet au 1^{er} novembre 2007;

Considérant que par son formulaire CAD- Modification des prestations pour congé, absence ou disponibilité datée du 16 avril 2012, l'intéressé a sollicité une interruption de carrière complète du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2013; telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991 ;

Considérant que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'un congé pour une interruption totale de carrière ;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatif à la nomination du personnel enseignant ;

DECIDE

Que Monsieur Philippe LOBBE, de nationalité belge, né à Bruxelles, le 19 novembre 1956, Professeur de mécanique au centre d'enseignement secondaire « Ernest Richard », bénéficiera d'une interruption de carrière complète du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2013;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressé ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/020 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Octroi d'un congé pour mission d'un professeur de cours généraux nommée à titre définitif. (Mme Nicole BRAEKMAN)**
Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - Toekenning van een verlof wegens opdracht aan een vastbenoemde lerares algemene cursussen.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du 17 septembre 2001, portant nomination, à titre définitif de Mme Nicole BRAEKMAN en qualité de professeur de cours généraux, aux écoles communales d'Etterbeek, avec effet au 1^{er} septembre 1999;

Vu la délibération du 23 janvier 2006 décidant d'accorder à Madame Nicole BRAEKMAN, un congé pour mission du 1^{er} novembre 2005 au 31 août 2008 ;

Vu le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité spéciale dans

l'enseignement organisé ou subventionné par la communauté Française, tel que modifié par le Décret du 8 février 1999 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, du 19 avril 2012 décidant de marquer son accord sur la demande de prolonger son congé pour mission du 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2014 ;

décide

D'accorder à Madame Nicole BRAEKMAN, professeur de cours généraux, de nationalité belge, née le 23 septembre 1954, à Ixelles, une prolongation de son congé pour mission du 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2014 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/021 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Modification des prestations pour disponibilité pour convenance personnelle précédent la pension de retraite d'un professeur de mathématiques nommée à titre définitif (Mme Corinne DECROIX).**
Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - Wijziging van verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaande de oppensioenstelling aan een vastbenoemde lerares wiskunde.

Le Conseil Communal,

Vu les délibérations du Conseil communal, en date du 24/02/1997 et du 02/02/1998, portant nomination, à titre définitif de Mme Corinne DECROIX, respectivement en qualité de professeur de morale et de sciences au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard;

Considérant que l'intéressée occupe les fonctions de professeur de mathématiques, à titre définitif, depuis le 01/11/2002, au niveau secondaire supérieur de la dite école, que cet emploi comprend un horaire complet (20 heures);

Considérant que par son formulaire DPPR- Modification des prestations pour disponibilité pour convenance personnelle

précèdent la pension de retraite datée du 16 avril 2012, l'intéressée a sollicité une disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite de type IV du 01/10/2012 au 30/06/2016; telle que prévue par l'Arrêté Royal n°297 du 31 mars 1984 (M.B.17/04/84) tel qu'il est modifié,

Considérant que l'intéressée réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'une disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite ;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatif du personnel enseignant ;

PREND ACTE :

Que Madame Corinne DECROIX, de nationalité belge, née à Ixelles, le 11 février 1954, professeur de mathématiques à titre définitif au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard, bénéficiera d'une modification des prestations pour disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite de type IV du 01/10/2012 au 30/06/2016;

L'intéressée sera chargée de 16/20 CG au degré supérieur à partir du 01/10/2012;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/022 **Personnel ouvrier et de maîtrise - Mise en disponibilité, pour maladie 2012, d'un responsable d'équipe - niveau E4 - Fixation du traitement d'attente (Christian NYS).
Werkliedenpersoneel - In beschikbaarstelling wegens ziekte, van een ploegbaas - niveau E4 - Vaststelling van het wachtgeld.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 17/11/2003 (ref. : 17.11.2003/A/002) portant modification du règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 05/02/2004 (ref. : 005-2003/11613-iv) ;

Vu le Chapitre IX du règlement sur la disponibilité et plus particulièrement la section 1 : Dispositions générales et la section 3 : disponibilité pour maladie ;

Considérant que M. Christian NYS, responsable d'équipe – niveau E4 définitif, au Service Voirie, a introduit un certificat médical du 02/05/2012 au 30/06/2012; que, vu les certificats médicaux déjà introduits antérieurement, l'intéressé dépasse la durée maximale des congés de maladie dont il peut bénéficier en application de l'art.43 du règlement d'ordre intérieur relatif aux congés ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de mettre l'intéressé en disponibilité, pour maladie, du 06/06/2012 au 30/06/2012 et pour toute autre période de maladie ultérieure durant l'année 2012, celui-ci ne pouvant plus bénéficier de congés de maladie durant cette année ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : au scrutin secret,

-de mettre M. Christian NYS, responsable d'équipe – niveau E4 définitif, né à Bruxelles, le 31/12/1961, en disponibilité pour cause de maladie, du 06/06/2012 au 30/06/2012 et pour toute autre absence, pour maladie, durant l'année 2012 ;

-à défaut, d'avoir repris ses fonctions à la date de la présente délibération, l'intéressé sera convoqué devant le médecin du Ministère de la santé publique et de la famille, afin que le Conseil communal puisse statuer sur son cas en connaissance d'un dossier médical complet.

Fixe :

-comme suit, le traitement d'attente de l'intéressé, (conformément à l'article du règlement d'ordre intérieur relatif à la position de disponibilité) :

Article budgétaire 875/111/01 – budget 2012

Au 06/06/2012 : **19.638, 87 €** X 60%

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, aux Services du Personnel, de la Recette et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/023 **Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" -Octroi d'une interruption complète de carrière professionnelle à un professeur de recherches graphiques et picturales - peinture nommé à titre définitif (M. Christophe CARLIER) Akademie voor Kunsten en Ambachten "Constantin Meunier" -Toekenning van een volledige loopbaanonderbreking aan een vastbenoemde leraar grafische en picturale onderzoeken - schilderkunst.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 15 décembre 2008 portant nomination à titre définitif de M. Christophe CARLIER en qualité de professeur de recherches graphiques et picturales- peinture chargé de 20/24 avec effet au 01.11.2008 ;

Attendu que l'intéressé a sollicité une interruption complète de carrière professionnelle à partir du 01/09/2010 conformément à l'Arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 03/12/1992 complété par le Décret du 10/04/2003 relatif à l'interruption de carrière professionnelle dans l'enseignement ; que l'intéressé a renouvelé sa demande pour prendre le même type de congé à partir du 01/09/2011 ;

Attendu que l'intéressé peut bénéficier de ce type de congé pendant 72 mois au cours de sa carrière professionnelle ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

Que Monsieur Christophe CARLIER , de nationalité belge, née le 20.04.1978 à Mol, professeur de peinture, à titre définitif au sein de l'Académie des Arts et Métiers « Constantin Meunier » d'Etterbeek, bénéficiera d'une interruption complète de carrière professionnelle pour les années scolaires 2010-2011 et 2011-2012 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/024 **Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" - Perte partielle de charge pour un professeur de tapisserie - tissage nommé à titre définitif (Mme Maria Paola**

CICUTTINI)

**Akademie voor Kunsten en Ambachten "Constantin Meunier"
- Gedeeltelijk ambtsgebrek van een vastbenoemde lerares
borduurwerk - weven.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10.04.1995, portant nomination à titre définitif, de Mme Maria-Paola CICUTTINI, en qualité de professeur de tapisserie-tissage, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Vu la délibération du 18.03.1996, fixant l'horaire de l'agent à raison de 10 périodes/semaine (10/20) ;

Considérant que le volume des prestations hebdomadaires des professeurs a été porté à 24 périodes de 50 minutes conformément au Décret du 02.06.1998 - articles 31, § 1er et 98 - organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Attendu que l'horaire de l'intéressée a été, par voie de conséquence, fixé à 12/24 à dater de ce moment là ;

Vu le Décret du Gouvernement de la Communauté française du 06.06.1994 - chapitre VI, section 4 - fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné relatif à la mise en disponibilité ;

Vu les circulaires ministérielles du 24.08.2010 et du 30.08.2011 relatives à la notification des mises en disponibilité par défaut d'emploi, des pertes partielles de charge et des réaffectations ;
Vu que

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

que Mme Maria-Paola CICUTTINI, de nationalité belge, née le 23.03.1957, à Castelmassa (Italie), professeur de tapisserie-tissage, à titre définitif, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek, est déclarée en perte partielle de charge à raison de 4 périodes de cours par semaine (04/24), durant l'année scolaire 2010-2011 et 2011/2012 (l'agent sera, dès lors, chargé de 8 périodes/semaine) .

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts plastiques, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/025 **Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" - Désignation à titre temporaire d'un professeur des arts du feu - poterie céramique (M. Eric VAN HAEGENBORGH) Akademie voor Kunsten en Ambachten "Constantin Meunier" - Aanwijzing in tijdelijk verband van een leraar kunst van het vuur -ceramiek en aardewerk.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 20 novembre 2006 prenant acte de la mise à la pension de M. RENSON , professeur de céramique nommé à titre définitif chargé de 21/24 de cours avec effet au 1^{er} septembre 2007 ;

Attendu que sur ces 21/24, 8/24 ont été utilisés pour mettre fin à la perte partielle de charge de Madame JERNANDER, professeur de poterie-céramique, à titre définitif, 1/24 a été attribué à Monsieur Christophe GEORIS, professeur d'ébénisterie à ladite académie à partir du 1^{er} septembre 2007; qu'il reste donc 12/24 à pourvoir ;

Vu la délibération du 23 juin 2008 prenant acte de la mise à la pension de Madame JERNANDER professeur de poterie-céramique, à titre définitif, chargée de 16/24 au sein de l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek avec effet au 01.07.2008 ;

Attendu que sur les 16/24 constituant l'horaire de Mme JERNANDER , que 3/24 ont été utilisés pour mettre fin à la perte partielle de charge de Mme DYKMANS, que 5/24 ont été attribués à M. Paul FUMIERE; qu'il reste donc 8/24 à attribuer ;

Vu les courriers de la Communauté française datés du 17-06-2008 et du 02-07-2009 fixant la dotation de l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek respectivement à raison de 179 périodes hebdomadaires pour l'année 2008-2009 et à 178 périodes hebdomadaires pour l'année 2009-2010 ; que la comparaison de ces courriers laisse apparaître une perte de 1 période pour l'année scolaire 2009-2010 ; Au vu des éléments qui précèdent les 8/24 restant à attribuer sont donc réduits à 7/24 ;

Attendu que la dotation pour les années scolaires 2010-2011 et 2011-2012 est fixée à 178 périodes et que dès lors 7/24 sont toujours à attribuer ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que les emplois en cause bénéficient de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Vu les articles 31 (§ 1^{er}) et 98 du Décret du 02.06.1998, organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit fixant le

volume des prestations hebdomadaires des professeurs à 24 périodes de 50 minutes ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Monsieur Eric VAN HAEGENBORGH répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ; qu'il réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 précité ;

Vu les délibérations successives du 17 mars 2008, du 28 septembre 2009 et du 29 mars 2010 désignant l'intéressé en qualité de professeur des Arts du feu - poterie et céramique à titre temporaire, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek, pour les années scolaires 2007/2008, 2008-2009 et 2009-2010 ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur des Arts du feu - poterie et céramique à titre temporaire, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek, Monsieur Eric VANHAEGENBORGH de nationalité belge, né le 27.01.1972 à Schaerbeek, muni du diplôme d'enseignement artistique supérieur - finalité- section des arts plastiques et appliqués - spécialité poterie et céramique et du certificat d'aptitude pédagogique respectivement délivrés par l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" à la date du 17.06.1998 et par l'Institut technique Supérieur de Promotion sociale de Namur à la date du 30.06.1999, ainsi que de la reconnaissance, par la Communauté française, d'une expérience utile de cinq années dans le domaine des arts plastiques régime linguistique français.

L'intéressé sera chargé, à titre temporaire, de 19 périodes de cours par semaine (19/24) du 01.09.2010 jusqu'au 30.06.2011 et du 01/09/2011 jusqu'au 30.06.2012.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme. la Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/026 **Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier"-
Désignation à titre temporaire d'un professeur de
recherches graphiques et picturales (peinture) (M. Vincent
COLPAERT)**
**Akademie voor Kunsten en Ambachten "Constantin Meunier"
- Aanwijzing in tijdelijk verband van een leraar grafische en
picturele onderzoeken (schilderkunst).**

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 15 décembre 2008 portant nomination à titre définitif de M. Christophe CARLIER en qualité de professeur de recherches graphiques et picturales – peinture chargé de 20/24 avec effet au 01.11.2008 ;

Vu la délibération de ce jour décidant d’octroyer à l’intéressé une interruption complète de carrière professionnelle pour les années scolaires 2010-2011 et 2011-2012 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ; que cet emploi a fait l'objet d'un appel ;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Vu les articles 31, § 1er et 98 du Décret précité fixant le volume des prestations hebdomadaires des professeurs à 24 périodes de 50 minutes, à partir du 01.09.1998 ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Monsieur Vincent COLPAERT réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné ;

Attendu que l’intéressé répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur de recherches graphiques et picturales – peinture , à titre temporaire, au sein de l’Académie des Arts et Métiers « Constantin Meunier » d’Etterbeek , Monsieur Vincent COLPAERT , de nationalité belge, né le 17/11/1976 à Etterbeek, muni du diplôme de l’enseignement supérieur artistique du 3^{ème} degré ainsi que du diplôme d’agrégé de l’enseignement secondaire supérieur délivrés l’un et l’autre par l’école nationale supérieure

des arts visuels « La Cambre » respectivement en date du 29 mai 2001 et du 11 octobre 2006 – régime linguistique français.
L'intéressé est chargé de 20 périodes de cours par semaine (20/24) à partir du 01/09/2010 jusqu'au 30/06/2011 et du 01/09/2011 jusqu'au 30/06/2012.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/B/027 **Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" - Désignation à titre temporaire d'un professeur d'illustration et de bande dessinée (Mme Carine DE BRABANTER)**

Akademie voor Kunsten en Ambachten "Constantin Meunier" - Aanwijzing in tijdelijk verband van een lerares illustratie en stripverhalen

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 18 septembre 2006 prenant acte de la démission de Madame Michèle SPEGUEL, professeur de dessin, à titre définitif, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek, pour la totalité de son horaire soit 21 périodes de cours par semaine (21/24) avec effet au 31.08.2006 en vue de bénéficier d'une pension de retraite ;

Attendu que ces périodes ont été déclarées vacantes et, qu'il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire pour assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal ;

Vu le courrier de la Communauté française daté du 28-06-2005 fixant la dotation de l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek pour l'année 2005-2006 à raison de 183 périodes hebdomadaires ;

Vu le courrier de la Communauté française daté du 12-07-2006 fixant la dotation de l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek pour l'année 2006-2007 à raison de 179 périodes hebdomadaires ;

Attendu que l'examen comparatif des dotations successives laisse apparaître une perte de 4 périodes défalquées des 21 périodes vacantes suite à la démission de Madame Michèle SPEGUEL ; qu'il

reste donc 17 périodes à attribuer ;

Attendu que l'horaire de M. Thierry GOFFART, professeur de dessin, à titre définitif, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier d'Etterbeek, est fixé à 24/24 conformément au Décret du 02.06.1998 art.31 § 1^{er} organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit. que l'intéressé a été mis en disponibilité par défaut partiel d'emploi à raison de 9/24 au cours de l'année scolaire 2005/2006 ;

Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28-08-1995 article 8

§ 1^{er} relatif à la réaffectation, il convient de réaffecter définitivement et en priorité tout enseignant nommé à titre définitif précédemment mis en disponibilité ; que dès lors, sur les 17 périodes vacantes susmentionnées, 9/24 ont été attribués à Monsieur GOFFART ;

Attendu que Monsieur Philippe WURM, professeur d'illustration - bande dessinée a bénéficié d'un congé pour interruption complète de carrière professionnelle du 01.09.2005 au 31.08.2006 ;

Attendu que des 10 périodes constituant l'horaire de Monsieur WURM, 8/24 ont été temporairement attribués à Madame DE BRABANTER qui exerçant ses prestations en fonction accessoire, ne peut assumer plus d'un tiers d'horaire ; que Monsieur GOFFART a été réaffecté dans les 2/24 restants de manière à maintenir sa charge au sein du Pouvoir Organisateur à 15/24 au cours de l'année 2005 - 2006 ;

Attendu que Monsieur WURM, professeur d'illustration - bande dessinée, nommé à titre définitif, a repris ses fonctions à la date du 01.09.2006 ; qu'il convient de lui restituer la totalité de son horaire soit 10/24 constitués par les 8/24 de Madame DE BRABANTER et les 2/24 de Monsieur GOFFART ; qu'il convient donc d'attribuer 2 périodes supplémentaires à Monsieur GOFFART pour atteindre un horaire complet soit 24/24 à partir du 01.09.2006 ; que 6/24 sont encore à conférer ;

Attendu que M. Philippe LE DOCTE, professeur de sculpture, à titre définitif, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier d'Etterbeek, a été déclaré en perte partielle de charge à raison de 3 périodes de cours par semaine (03/24), durant l'année scolaire 2005/2006 ; que conformément à l'Arrêté susmentionné, il convient de lui attribuer 3/24 à partir du 01.09.2006 ;

Considérant qu'il reste 3/24 à attribuer ; qu'en fonction des besoins de l'académie, elles seront attribuées au cours d'illustration - bande dessinée ;

Vu les délibérations successives du 20.04.2005, du 20.02.2006, du 23.03.2007, du 25.02.2008 , du 04.05.2009 et du 29.03.2010. désignant Madame DE BRABANTER en qualité de professeur d'illustration - bande dessinée, à titre temporaire, pour les périodes suivantes: du 01.09.2004 au 30.06.2005, du 01.09.2005 au 30.06.2006, du 01.09.2006 au 30.06.2007, du 01.09.2007 au 30.06.2008, du 01.09.2008 au 30.06.2009 et pour l'année scolaire 2009/2010.;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Vu les articles 31, § 1er et 98 du Décret précité fixant le volume des prestations hebdomadaires des professeurs à 24 périodes de 50 minutes, à partir du 01.09.1998 ;

Attendu que l'intéressée répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame DE BRABANTER réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur d'illustration - bande dessinée, à titre temporaire, au sein de l'Académie des Arts et Métiers « Constantin Meunier » d'Etterbeek, Madame Carine DE BRABANTER, de nationalité belge, née le 21.04.1958 à Uccle, munie du diplôme de graduée en arts plastiques délivré par l'Institut Saint-Luc à la date du 27 juin 1980, complété par 5 années d'expérience utile - régime linguistique français.

L'intéressée sera chargée de 3 périodes de cours par semaine (3/24) pour les années scolaires 2010/2011 et 2011/2012.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

**pour convenance personnelle précédant la pension de retraite à mi-temps (type IV) à une surveillante éducatrice nommée à titre définitif (Mme Eliane BOEUR)
Muziek akademie "Jean Absil" en akademie voor Kunsten en Ambachten "Constantin Meunier" - Toekenning van een indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaande de halftijdse oppensioenstelling (type IV) aan een vastbenoemde toezichtster opvoedster.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 20 novembre 2006. portant nomination à titre définitif, pour un horaire complet soit 36/36 , de Madame Eliane BOEUR, en qualité de surveillante-éducatrice, aux académies d'Etterbeek avec effet au 01.11.06 ;

Considérant la disponibilité pour convenance personnelle à mi temps (type IV) précédant la pension de retraite sollicitée par l'intéressée à partir du 01/09/2011 conformément à l'Arrêté Royal du 31 mars 1984 ;

Considérant que Madame Eliane BOEUR remplit les conditions légales pour bénéficier d'un tel aménagement de fin de carrière ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

que Madame Eliane BOEUR , de nationalité belge, née le 18.03.1954, à Muno (Belgique), surveillante-éducatrice aux Académies d'Etterbeek bénéficiera d'une disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite à mi-temps (type IV) à partir du 01/09/2011 jusqu'au 01/04/2014.

L'intéressée sera chargée à partir du 01/09/2011 de 18/36 à titre définitif.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux et à celui des arts plastiques, au service de l'enseignement, à la Direction de chaque académie et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/029 **Académie de musique "Jean Absil" - Désignation, à titre temporaire, d'un professeur de formation instrumentale (clarinette) (Romuald TENTI)**
Muziek akademie Aanwijzing in tijdelijk verband van een leraar instrumentale opleiding (klarinet)

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 09.03.1989, portant nomination à titre définitif de M. Patrick DE JONGHE, en qualité de professeur d'ensemble instrumental avec effet au 01.01.1989 ;

Vu la délibération datée du 10.12.1992, portant nomination, à titre définitif, de M. Patrick DE JONGHE, en qualité de professeur de musique de chambre, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.01.1993 ;

Vu la délibération datée du 10.04.1995, portant nomination, à titre définitif, de M. Patrick DE JONGHE, en qualité de professeur de clarinette, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Attendu qu'à partir du 1^{er} novembre 2008, l'intéressé est chargé de 3 périodes de cours par semaine (03/24) de formation instrumentale (clarinette), 5 périodes de cours par semaine (05/24) de musique de chambre et 1 période de cours par semaine (01/24) d'ensemble instrumental à titre définitif ;

Attendu qu'en date du 01/04/2011, Mme Sylvie DEMARET, professeur de piano, a démissionné de 8 périodes sur les 16/24 qui lui étaient attribuées à titre définitif ;

Sachant que 5/24 ont été attribuées à titre temporaire à Mme Maria Paz MARTINEZ VIAL, professeur de instrumentale (piano), 2/24 à titre temporaire à Mme Martha VIANNA professeur de formation instrumentale (piano) et 1/24 à titre temporaire à M. Patrick DE JONGHE, professeur de formation instrumentale ;

Vu le certificat médical justifiant l'absence par M. Patrick DE JONGHE pour la période du 01.01.2011 au 31.01.2011 ;

Attendu que ce congé de maladie s'est prolongé jusqu'au 4 mars 2011 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Attendu que 6/24 sont attribués à M. Mathieu ROSKAM, professeur de musique de chambre et d'ensemble instrumental ; qu'il reste donc 4 périodes à attribuer ;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-

traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Monsieur Romuald TENTI répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que ce dernier réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur de formation instrumentale (clarinette) à titre temporaire, au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek, **Monsieur Romuald TENTI**, de nationalité belge, né le 13.01.1984 à Charleroi, muni d'une licence en formation instrumentale (clarinette) ainsi que de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur délivrés par le Conservatoire Royal de musique de Bruxelles respectivement en juin 2007 et juin 2008 - régime linguistique français.

L'intéressé est chargé de 4 périodes de cours par semaine (4/24) du 12.01.2011 au 23.02.2011.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/030 **Académie de musique "Jean Absil" - Désignation à titre temporaire d'un professeur de formation instrumentale (musique de chambre et ensemble instrumental) (M. Mathieu ROSKAM)**
Muziek akademie "Jean Absil" - Aanwijzing in tijdelijk verband van leraar instrumentale opleiding (kamermuziek en samenspel).

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 09.03.1989, portant nomination à titre définitif de M. Patrick DE JONGHE, en qualité de professeur d'ensemble instrumental avec effet au 01.01.1989 ;

Vu la délibération datée du 10.12.1992, portant nomination, à titre définitif, de M. Patrick DE JONGHE, en qualité de professeur de musique de chambre, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.01.1993 ;

Vu la délibération datée du 10.04.1995, portant nomination, à titre définitif, de M. Patrick DE JONGHE, en qualité de professeur de clarinette, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Attendu qu'à partir du 1^{er} novembre 2008, l'intéressé est chargé de 3 périodes de cours par semaine (03/24) de formation instrumentale (clarinette), 5 périodes de cours par semaine (05/24) de musique de chambre et 1 période de cours par semaine (01/24) d'ensemble instrumental à titre définitif ;

Attendu qu'en date du 01/04/2011, Mme Sylvie DEMARET a démissionné de 8 périodes sur les 16/24 qui lui étaient attribuées à titre définitif ;

Sachant que 5/24 ont été attribuées à titre temporaire à Mme Maria Paz MARTINEZ VIAL, professeur de instrumentale (piano), 2/24 à titre temporaire à Mme Martha VIANNA professeur de formation instrumentale (piano) et 1/24 à titre temporaire à M. Patrick DE JONGHE, professeur de formation instrumentale ;

Vu le certificat médical justifiant l'absence par M. Patrick DE JONGHE pour la période du 01.01.2011 au 31.01.2011 ; que ce congé de maladie s'est prolongé jusqu'au 4 mars 2011 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Attendu que 4/24 sont attribués à M. Romuald TENTI, professeur de musique de chambre et d'ensemble instrumental ; qu'il reste donc 4 périodes à attribuer ;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Monsieur Mathieu ROSKAM répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que ce dernier réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur de formation instrumentale (musique de chambre et ensemble instrumental) à titre temporaire, au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek, Monsieur Mathieu ROSKAM, de nationalité belge, né le 22.01.1985 à Etterbeek, muni d'une licence en formation instrumentale (clarinette) ainsi que de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur délivrés par le Conservatoire Royal de musique de Bruxelles en juin 2008 - régime linguistique français.

L'intéressé est chargé de 6 périodes de cours par semaine (6/24) répartis en 5 périodes de musique de chambre et 1 période d'ensemble instrumental du 13.01.2011 au 03.03.2011.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/031 **Acaémie de musique "Jean Absil" - Désignation à titre temporaire d'un professeur de formation instrumentale (flûte traversière) (Sarah LINARD)**
Muziekakademie "Jean Absil" Aanwijzing in tijdelijk verband van een lerares instrumentale opleiding (dwarsfluit)

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10.12.1992, portant nomination, à titre définitif, de M. Eric LELEUX, en qualité de professeur de musique de chambre, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.01.1993;

Vu la délibération datée du 10.04.1995, portant nomination, à titre définitif, de M. Eric LELEUX, en qualité de professeur de formation instrumentale (flûte traversière), à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Vu la délibération du 17.09.2001 fixant l'horaire de l'intéressé à raison de 6/24 de cours de musique de chambre et de 5/24 de

formation instrumentale (flûte traversière) ;

Attendu que ce dernier a sollicité un détachement provisoire pour la totalité de son horaire durant l'année scolaire 2010 – 2011 conformément au Décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 ;

Considérant que 6 périodes sont attribuées à Monsieur Maurizio BOSONE, professeur de musique instrumentale, et 1 période à Monsieur Patrick DE JONGHE, professeur de musique instrumentale; qu'il reste donc 4 périodes à attribuer ;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant la désignation de Madame Gaëlle CLAEYS en qualité de professeur de formation instrumentale (flûte traversière), à titre temporaire, au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek en vue d'assurer le remplacement de M Eric LELEUX à raison de 4 périodes de cours par semaine (4/24) du 01.09.2010 au 30.06.2011 ;

Attendu que Mme CLAEYS a interrompu ses fonctions en date du 10/12/2010 afin de bénéficier d'un congé de maternité ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Madame Sarah LINARD réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que l'intéressée répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur de formation instrumentale (flûte traversière), à titre temporaire, au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek, Madame Sarah LINARD, de nationalité belge, née le 29.10.1985 à Anderlecht munie d'une licence en flûte traversière ainsi que de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur délivrés par le Conservatoire Royal de musique de Bruxelles respectivement en juin 2008 et en juin 2009.

L'intéressée sera chargée de 4 périodes de cours par semaine (4/24) du 15.12.2010 au 23.03.2011.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/032 **Académie de musique "Jean Absil " - Désignation à titre temporaire, d'un professeur de danse classique et contemporaine (M. Jeroen BAYENS)**
Muziekakademie "Jean Absil" - Aanwijzing in tijdelijk verband van een leraar klassieke en hedendaagse dans.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 23.11.2009 dans laquelle Mme KAMMER, professeur de danse classique à titre définitif, présentait la démission de ses fonctions pour la totalité de son horaire soit 8 périodes de cours par semaine (8/24) avec effet au 30.06.2010 pour bénéficier d'une pension de retraite à partir du 01.07.2010 ;

Attendu que la dotation 2011 – 2012 du domaine de la danse est constituée de 10 périodes hebdomadaires ;

Attendu que conformément aux dispositions du Décret du Gouvernement de la Communauté française du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, ces périodes constituant un emploi vacant ont fait l'objet d'un appel ;

Attendu que 5 périodes ont été attribuées à titre temporaire à Mme Alix MARIAULE ; qu'il reste donc 5 périodes à attribuer ;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;
Attendu que Monsieur BAYENS a introduit au mois de septembre 2007, un dossier pour obtenir la reconnaissance de 6 années d'expérience utile pour l'enseignement de la danse classique telle que prévue par l'Arrêté Royal du 26 janvier 1968 fixant les titres requis en vue de l'octroi des subventions dans l'enseignement artistique à horaire réduit ;

Attendu que Monsieur BAYENS a introduit au mois de septembre 2008, un dossier pour obtenir la reconnaissance de 6 années d'expérience utile pour l'enseignement de la danse contemporaine telle que prévue par l'Arrêté Royal du 26 janvier 1968 fixant les titres requis en vue de l'octroi des subventions dans l'enseignement artistique à horaire réduit ;

Attendu que la Communauté française a rendu un avis favorable par rapport à ces demandes de reconnaissance de 6 ans d'expérience utile tant pour la danse classique que pour la danse contemporaine ;

Vu les délibérations datées du 29 juin 2009, du 30 mai 2010 et du 9 mai 2011 désignant Monsieur BAYENS en qualité de professeur danse à titre temporaire au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek respectivement du 01.09.2007 au 30.06.2008, du 01.09.2008 au 30.06.2009, du 01.09.2009 au 30.06.2010 et du 01.09.2010 au 30/06/2011 ;

Considérant que l'intéressé diplômé de l'enseignement néerlandophone a réussi en date du 21 octobre 2009, l'examen portant sur la connaissance approfondie de la langue française conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement;

Considérant que l'intéressé réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 précité ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur de danse classique et contemporaine à titre temporaire à l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek, Monsieur Jeroen BAYENS de nationalité belge, né le 08.02.1974 à Louvain, muni du diplôme de l'enseignement technique secondaire - section ballet délivré par l'Institut du ballet de la ville d'Anvers à la date du 15 septembre 1992 et de la reconnaissance de 6 ans d'expérience utile tant pour la danse classique que pour la danse contemporaine - régime linguistique français.

L'intéressé sera chargé de 2 périodes de cours de danse classique (2/24) et de 3 périodes de danse contemporaine par semaine. (3/24) du 01/09/2011 au 30/06/2012

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/B/033 **Académie de musique "Jean Absil"- Désignation à titre temporaire d'un professeur de formation instrumentale (saxophone) (M. Carlo SAPUPPO)**
Muziek akademie "Jean Absil" - Aanwijzing in tijdelijk verband van een leraar instrumentale opleiding (saxofoon)

Le Conseil communal

Vu la délibération datée 27 juin 2011, portant nomination à titre définitif de Madame Véronique DELMELLE en qualité de professeur de formation instrumentale (saxophone) chargée de 7 périodes de cours par semaine (7/24) à l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek à partir du 01.11.2010 ;

Attendu que Mme Véronique DELMELLE bénéficie d'une disponibilité pour convenance personnelle du 13/12/2010 au 23/12/2010 conformément à l'Arrêté Royal du 18/01/1974 ;

Vu le certificat médical justifiant l'absence pour maladie de Mme Véronique DELMELLE pour la période du 14/03/2011 au 07/04/2011

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Monsieur Carlo SAPUPPO répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que ce dernier réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au Décret du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les délibérations du 12 février 1996, du 22 mai 2006 et du 29 novembre 2010 désignant M. SAPUPPO en qualité de professeur de formation instrumentale – saxophone à titre temporaire du 25.09.1995 au 19.10.1995, du 21.11.2005 au 02.12.2005, du 18.09.2006 au 01.10.2006 et, enfin, du 16.04.2007 au 28.04.2007 .

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur de formation instrumentale (saxophone), à titre temporaire, au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek, Monsieur Carlo SAPPUPO , de nationalité belge, né le 05.05.1970 à Ougrée, muni du diplôme de 1^{er} prix de saxophone délivré par le Conservatoire Royal de musique dans le courant du mois de juin 1995 - régime linguistique français
L'intéressé sera chargé de :

7 périodes de cours par semaine (7/24) du 13/12/2010 au 23/12/2010

7 périodes de cours par semaine (7/24) du 15/03/2011 au 07/04/2011

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/034 **Académie de musique "Jean Absil"- Octroi d'une disponibilité pour convenance personnelle à un professeur de formation instrumentale (saxophone) nommé à titre définitif (Véronique DELMELLE)**
Muziek akademie "Jean Absil" - Toekenning van een indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden aan een vastbenoemde lerares instrumentale opleiding (saxofoon)

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée 27 juin 2011, du 10.12.1992 portant nomination à titre définitif de Madame Véronique DELMELLE en qualité de professeur de formation instrumentale (saxophone) chargée de 7 périodes de cours par semaine (7/24) à l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek à partir du 01.11.2010 ;

Attendu que Mme Véronique DELMELLE a sollicité une disponibilité pour convenance personnelle du 13/12/2010 au 23/12/2010 conformément à l'Arrêté Royal du 18/01/1974 ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Véronique DELMELLE répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

De la disponibilité pour convenance personnelle accordée à Madame Véronique DELMELLE, de nationalité belge, née le 27.04.1961 à Huy, professeur de formation instrumentale (saxophone), à titre définitif au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek pour la période du 13/12/2010 au 23/12/2010 - régime linguistique français.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

04.06.2012/A/035 **Académie de musique « Jean Absil » - Démissions partielles et détachements provisoires d'un professeur de formation instrumentale (piano) nommé à titre définitif. (Mme Sylvie DEMARET)**

Muziekakademie "Jean Absil" - Gedeeltelijke ontslagen en tijdelijke detachementen van een vastbenoemde lerares instrumentale opleiding (piano).

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 20.11.2006 nommant à titre définitif Madame Sylvie DEMARET en qualité de professeur de formation instrumentale (piano) chargé de 10 périodes à partir du 01.11.2006 ;

Vu la délibération du 17/12/2007 accordant à l'intéressée une extension d'horaire à titre définitif à raison de 6 périodes de cours par semaine à partir du 01.11.2007 ; que l'horaire de l'intéressée est portée à 16 périodes de cours à titre définitif à partir de cette date ;

Vu la délibération du 9 mai 2011 prenant acte du détachement provisoire de Mme Sylvie DEMARET pour la totalité de son horaire pour l'année scolaire 2010-2011 ;

Vu le courrier daté du 29/03/2011 de Mme Sylvie DEMARET signifiant sa volonté de démissionner partiellement de ses fonctions à raison de 8 périodes à partir du 01/04/2011 ; que l'intéressée sollicite un détachement provisoire pour le solde de son horaire soit

8/24 conformément à l'article 3 du Décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 ;

Vu le courrier daté du 15/05/2012 de Mme Sylvie DEMARET signifiant sa volonté de démissionner partiellement de ses fonctions à raison de 6 périodes à partir du 01/04/2012 ; que l'intéressée sollicite un détachement provisoire pour le solde de son horaire soit 2/24 conformément à l'article 3 du Décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

De la démission partielle de **Madame Sylvie DEMARET**, de nationalité belge, née le 24.03.1975 à Liège, professeur de formation instrumentale (piano) au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek à raison de 8 périodes à partir du 01/04/2011 et de son détachement provisoire pour le solde de son horaire soit 8/24 à partir de cette même date. L'intéressée bénéficie dès lors d'un détachement provisoire pour la totalité de son horaire soit 16/24 du 01/09/2010 au 31/03/2011 et pour 8/24 à partir du 01/04/2011 ;

De la démission partielle de **Madame Sylvie DEMARET**, de nationalité belge, née le 24.03.1975 à Liège, professeur de formation instrumentale (piano) au sein de l'Académie de musique « Jean Absil » d'Etterbeek à raison de 6 périodes à partir du 01/04/2012 et de son détachement provisoire pour le solde de son horaire soit 2/24 à partir de cette même date. L'intéressée bénéficie dès lors d'un détachement provisoire pour la totalité de son horaire soit 8/24 du 01/09/2011 au 31/03/2012 et pour 2/24 à partir du 01/04/2012.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 21h15.
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 21h15.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian Debaty

Vincent De Wolf